

RAPPORT ANNUEL DE L'UNICEF

2012

unissons-nous
pour les enfants

unicef 

Note concernant les sources : les données citées dans le présent rapport sont extraites des statistiques les plus récentes compilées par l'UNICEF et d'autres institutions des Nations Unies, des rapports annuels préparés par les bureaux de pays de l'UNICEF et du rapport annuel soumis au Conseil d'administration du 18–21 juin 2013 par le Directeur général de l'UNICEF.

Note concernant les ressources : toutes les sommes sont exprimées en dollars des États-Unis sauf indication contraire.

Pour toute correction ou rectification postérieure à la publication de ce document, veuillez consulter notre site Internet <www.unicef.org/publications>.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNICEF

L'UNICEF est gouverné par un Conseil d'administration composé de 36 membres. Cet organe intergouvernemental établit les politiques, approuve les programmes et arrête les plans et budgets administratifs et financiers. Ses membres sont élus par le Conseil économique et social des Nations Unies pour un mandat de trois ans. Le mandat annuel du Conseil d'administration correspond à l'année civile, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 31 décembre.

ADMINISTRATEURS POUR 2012

Président :

S.E. M. John W. Ashe (Antigua-et-Barbuda)

Vice-présidents :

S.E. Mme Byrganym Aitimova (Kazakhstan)

S.E. M. Macharia Kamau (Kenya)

Mme Nina Nordström (Finlande)

Mme Karin Kaup (Estonie)

MEMBRES DU CONSEIL POUR 2012 :

Albanie, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Autriche, Biélorussie, Canada, Cap-Vert, Chine, Colombie, Congo, Cuba, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, Gambie, Haïti, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Kenya, Malawi, Namibie, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Portugal, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni, Somalie, Suède, Tunisie.

Table des matières

	Avant-propos	ii
	CHAPITRE 1 Un monde plus équitable pour les enfants	1
	CHAPITRE 2 Obtenir des résultats pour les plus vulnérables	10
	CHAPITRE 3 Résoudre les problèmes et développer la résilience	18
	CHAPITRE 4 Des partenariats stratégiques	22
	CHAPITRE 5 Nouvelles stratégies, meilleure gouvernance	30

Avant-propos

Au cours de l'année 2012, nous avons pris la mesure des résultats obtenus pour les enfants. À l'approche de la date butoir pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, nous avons de bonnes raisons de célébrer la baisse des taux de pauvreté, la disparition presque complète de la poliomyélite, l'intensification de la vaccination, l'augmentation de la fréquentation scolaire des filles, l'amélioration de l'accès à l'eau propre et à la nutrition et le fait qu'un nombre sans précédent d'enfants survit et s'épanouit au-delà de leur cinquième anniversaire.

Mais nous ne devons pas pour autant relâcher nos efforts. Trop d'enfants continuent à lutter et à s'accrocher aux barreaux les plus bas de l'échelle du développement : un jeune garçon qui n'a pas accès à la vaccination parce qu'il vit dans une communauté reculée et difficile d'accès; une fille à qui l'on refuse la place qui lui revient à l'école; des parents pris au piège dans des zones de conflit, qui cherchent désespérément de la nourriture, de l'eau et des médicaments pour leurs enfants; et des millions d'enfants rejetés par la société à cause de leur sexe ou de leur origine ethnique ou parce qu'ils sont handicapés.

Nous devons parvenir à accéder à ces enfants. En 2012, nous avons entrepris d'atteindre un plus grand nombre d'entre eux en orientant tout particulièrement nos programmes sur leurs besoins, en simplifiant nos opérations et en tirant parti de l'innovation afin d'obtenir des résultats plus performants et plus rentables.

Nous avons célébré le lancement de la campagne *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée*, un nouveau chapitre passionnant dans le mouvement mondial visant à mettre un terme aux décès évitables des enfants. À la fin de 2012, 168 gouvernements et plus de 400 représentants de la société civile et d'organisations confessionnelles s'étaient engagés à redoubler d'efforts pour donner à chaque enfant le meilleur départ possible dans la vie.

Les urgences humanitaires ont continué à dominer l'actualité et à attirer l'attention de notre organisation. En tout, l'UNICEF et ses partenaires ont fait face à 286 situations humanitaires dans 79 pays. Entre autres, nous avons permis à presque 19 millions de personnes d'accéder à l'eau potable; au Sahel, nous avons fourni un traitement à plus de 920 000 enfants de moins de 5 ans qui souffraient de malnutrition aiguë sévère.

Pour aider les enfants et les familles touchés par le terrible conflit en République arabe syrienne, l'UNICEF a travaillé avec des partenaires dans ce pays et dans les pays limitrophes pour fournir des vaccins contre la rougeole à plus de 1,4 million d'enfants, livrer des provisions pour l'hiver, des médicaments et des denrées non alimentaires à plus de 263 000 personnes et prodiguer un enseignement continu à quelque 79 000 enfants. Cette aide a également été fournie à un nombre croissant de réfugiés au-delà des frontières du pays.

Par ailleurs, nous avons renforcé la responsabilisation et la transparence de nos fonctions d'entreprise en devenant membre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide et en élargissant la divulgation publique des rapports d'audit internes, des évaluations et des rapports annuels des bureaux de pays.



Après un bilan approfondi des résultats atteints et un débat animé sur nos futurs objectifs, nous finalisons actuellement un nouveau plan stratégique pour 2014–2017 qui met l'accent sur l'équité pour les enfants. Notre objectif est de répondre aux besoins de chaque enfant, partout dans le monde, quels que soient la distance et les obstacles qui se dressent devant nous.

Nous ne pouvons concrétiser cet objectif sans votre soutien. En dépit de la conjoncture économique difficile, il est clair que vous avez accordé à notre travail un vote de confiance, en renforçant votre soutien financier. Votre dévouement à l'égard de la mission de l'UNICEF représente un investissement considérable dans l'avenir des enfants du monde. Un investissement que nous devons effectuer dans leur intérêt comme dans le nôtre.

Handwritten signature of Anthony Lake in black ink.

Anthony Lake
Directeur général



Un monde plus équitable pour les enfants

En 2012, l'UNICEF a uni ses efforts à ceux des gouvernements nationaux et de la communauté internationale au sens large pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité. À cette fin, l'UNICEF a mis en œuvre des programmes qui ont permis aux enfants de s'épanouir pleinement et de tirer parti des initiatives de développement.

Les efforts concertés de l'UNICEF et de ses partenaires pour atteindre les enfants les plus vulnérables s'appuient sur des réalisations déjà importantes. La mortalité des moins de cinq ans est en recul constant; entre 1990 et 2011, on estime que le nombre de décès est passé de 12 millions à 6,9 millions. Presque toutes les régions du monde sont parvenues à la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire. Et en 2012, le Secrétaire général des Nations Unies a annoncé que les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatives à la réduction de la pauvreté et à l'extension de l'accès à des sources sûres d'eau potable avaient été atteintes.

Malgré ces bonnes nouvelles, le fait que les moyennes nationales puissent masquer des inégalités est de plus en plus préoccupant. Les résultats communiqués s'appuient souvent sur des données agrégées qui peuvent cacher une stagnation et des disparités croissantes au sein des pays. Des millions d'enfants demeurent invisibles et ne sont pas inclus dans les marqueurs du développement.

Atteindre ces enfants est encore plus difficile en raison de l'urbanisation croissante (qui isole des centaines de millions d'entre eux des services vitaux), de l'instabilité politique et des transformations régionales, des catastrophes et des défis humanitaires qui les accompagnent et du changement climatique et des menaces grandissantes qu'il fait peser sur la durabilité. L'incertitude économique mondiale qui perdure vient encore aggraver ces problèmes.

Bien que ces difficultés semblent insurmontables, l'UNICEF ne renoncera pas à sa mission de protection des droits de tous les enfants. En vue de parvenir à atteindre les OMD et de définir le programme de développement pour l'après-2015, l'équité reste au cœur de l'action menée par l'UNICEF en faveur des enfants.

En 2012, l'UNICEF a consolidé ses stratégies pour servir les intérêts des laissés-pour-compte et atténuer les contraintes qui menacent le développement humain et économique. L'UNICEF est resté attaché à la mise en œuvre d'approches axées sur les résultats et résolu à être plus efficace, efficient, transparent et responsable. L'innovation a stimulé tous les aspects de l'action menée par l'UNICEF au nom de tous les enfants et facilité la réalisation de résultats équitables.



Faire avancer le programme en faveur de l'équité

Que ce soit par le biais de partenariats mondiaux, en travaillant avec les gouvernements à tous les niveaux ou grâce à des interventions communautaires, atteindre les enfants les plus marginalisés a été notre stratégie principale pour garantir les droits de tous les enfants. En juin, l'UNICEF s'est joint aux Gouvernements des États-Unis, de l'Éthiopie et de l'Inde pour organiser une conférence historique sur la survie de l'enfant (voir l'encadré 4 à la page 26).

Grâce à son action, l'UNICEF a contribué à fournir un accès à l'eau salubre (pour boire, cuisiner et se laver) à plus de 18,8 millions de personnes en situation d'urgence humanitaire. À Djibouti, le travail réalisé par l'UNICEF avec le Gouvernement a permis de vacciner plus de 90 000 enfants de moins de 5 ans contre la rougeole. En outre, une campagne sans précédent dans les médias sociaux a réuni les comités nationaux et les bureaux de pays de l'UNICEF pour faire prendre conscience de la situation des enfants et de leur famille à risque dans la région du Sahel en Afrique et rassembler les fonds dont ils ont désespérément besoin.

Lors de réunions de haut niveau, l'UNICEF a profité de sa position pour plaider en faveur de l'inclusion des populations exclues. Une délégation de l'UNICEF dirigée par le Directeur général, Anthony Lake, était

présente à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) pour faire pression en faveur d'un développement équitable qui atteigne les enfants les plus marginalisés et exploite l'énergie et les idées des jeunes pour construire un monde plus sain et plus sûr.

Dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, l'UNICEF co-dirige 5 des 11 consultations thématiques mondiales, à savoir celles axées sur les conflits, les catastrophes naturelles et la violence; l'éducation; la santé; la réduction des inégalités et l'eau. Ces consultations (chacune dirigée par deux à trois institutions des Nations Unies) recourent à des plates-formes innovantes pour impliquer les différentes parties prenantes dans le débat. Dans plusieurs pays, l'UNICEF a également entamé des consultations à l'échelle nationale sur les priorités liées à un nouveau programme de développement ambitieux, plaidant pour qu'on y inclue les enfants, l'équité, la durabilité et l'accélération des progrès vers les OMD.

Par ailleurs, l'UNICEF s'est engagé à améliorer l'efficacité de ses services et à éviter toute duplication. Dans ce but, l'organisation a soutenu, en 2012, les efforts en faveur de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies et du principe « Unis dans l'action », dans le cadre duquel les partenaires des Nations Unies collaborent plus étroitement pour améliorer l'efficacité, l'efficience et les résultats des actions entreprises. En décembre 2012, l'UNICEF a accueilli favorablement l'adoption, par les États Membres des Nations Unies, de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. L'examen quadriennal complet renforce la responsabilisation par le biais d'une gestion axée sur les résultats et d'une communication plus claire sur les réalisations accomplies par les Nations Unies et les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats.

Le partenariat établi entre l'UNICEF et la Banque mondiale a permis de tenir la promesse du développement économique et humain. En 2012, l'éducation, la

santé et la protection sociale étaient en première place au palmarès des initiatives conjointes, tandis que les activités portant sur la conception des politiques et la budgétisation, l'eau et l'assainissement, le développement de la petite enfance, le plaidoyer et l'assistance technique se sont intensifiées.

En 2012, l'UNICEF a examiné les données des enquêtes nationales sur les ménages et d'autres sources et insisté sur la nécessité d'analyser des données désagrégées pour mettre en lumière les disparités cachées. Ces données probantes ont été incluses dans les publications utilisées par les bureaux de pays de l'UNICEF dans leur action de plaidoyer en faveur des enfants, notamment des rapports phares comme *La Situation des enfants dans le monde 2012 : les enfants dans un monde urbain* et *Progrès pour les enfants : un bilan sur les adolescents*.

Stratégies équitables

L'UNICEF a participé à des investissements stratégiques divers en allouant par exemple de modestes subventions à des familles dans le besoin pour couvrir les frais de nourriture, de soins de santé et de fournitures essentielles ou en soutenant des programmes en faveur de la scolarisation des filles.

La protection sociale, l'octroi d'une aide au revenu ou en nature et des programmes permettant d'accéder entre autres à des services de santé, d'éducation et de nutrition, ont constitué des filets de protection essentiels pour les enfants et les familles touchés par la crise économique mondiale. En 2012, l'UNICEF a soutenu des interventions de protection sociale dans 104 pays. Parmi ces interventions, environ un tiers concernait des programmes sociaux nationaux de transferts monétaires à grande échelle qui ont bénéficié à des centaines de milliers d'enfants en 2012, y compris des orphelins et des foyers dirigés par des enfants.

Défenseur de longue date de la protection sociale, l'UNICEF a démontré le bien-fondé d'initiatives comme l'abolition des frais

de scolarité, en soulignant que même lorsque les pays améliorent la qualité de l'éducation, les enfants qui ne peuvent payer ces frais ou les fournitures scolaires ne peuvent en bénéficier. Pour faire avancer les connaissances et pratiques liées à une protection sociale efficace, l'UNICEF a dévoilé en mai son tout premier cadre stratégique de protection sociale qui propose une approche de protection sociale pour tous les enfants, fondée sur les droits et axée sur l'équité, ainsi qu'un plan d'action concerté.

Dans le cadre de ses efforts mondiaux en faveur de l'équité, l'UNICEF défend l'égalité des sexes. Ainsi, à l'occasion de la première Journée internationale de la fille qui s'est tenue le 11 octobre 2012, l'UNICEF, en partenariat avec l'UNFPA et ONU-Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), a organisé une discussion de haut niveau pour mettre un terme aux mariages d'enfants. Le partenariat a exhorté les gouvernements, les organisations de la société civile, le secteur privé, les groupes confessionnels et la communauté internationale à stimuler la volonté politique et à consacrer des ressources adéquates pour permettre aux filles de faire valoir leurs droits et de réaliser leur potentiel.



En 2012, l'UNICEF a tiré profit de l'innovation pour atteindre des objectifs programmatiques considérés auparavant comme inaccessibles.

Des interventions innovantes et transversales en matière d'éducation ont continué à faire leurs preuves et à supprimer les obstacles à l'accès à une scolarité complète pour les filles. L'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) continue à exercer une forte influence sur les politiques et programmes pour s'assurer que toutes les filles finissent leur scolarité primaire et ont accès à l'enseignement secondaire dans un environnement sûr et stimulant. À ce niveau, l'UNICEF a rempli les fonctions d'institution chef de file et de secrétariat.

L'éducation inclusive pour les enfants handicapés est restée une des priorités de 2012. L'UNICEF a travaillé dans 40 pays sur des initiatives visant à promouvoir les droits des enfants handicapés. En septembre, l'organisation a accueilli le premier forum du Partenariat mondial sur les enfants handicapés. Quelque 240 participants représentant plus de 100 organisations étaient présents. Le forum a permis de donner la parole aux enfants handicapés et d'identifier des moyens d'intégrer leurs préoccupations dans le programme de développement pour l'après-2015.

Innovation

L'UNICEF met en œuvre des interventions de pointe pour relever des défis complexes. L'organisation a tiré profit de l'innovation en 2012 pour atteindre des objectifs programmatiques considérés auparavant comme inaccessibles, élargissant ainsi les possibilités offertes aux enfants et à leurs familles.

L'UNICEF s'est également servi de technologies innovantes dans ses programmes en utilisant, par exemple, des SMS ou « textos » pour recueillir des données d'état civil et encourager l'enregistrement des naissances dans des pays comme le Nigéria et l'Ouganda, mais également pour mettre en œuvre des interventions peu coûteuses et éprouvées afin de lutter contre la pneumonie et la diarrhée. Des systèmes de suivi de programmes innovants et des

processus simplifiés ont permis à l'UNICEF d'anticiper, de repérer et de faire face à de futurs défis.

Des partenariats solides avec les gouvernements, les donateurs et les jeunes ont également été caractérisés par l'innovation, par exemple « Ensemble pour les filles », un partenariat global visant à mettre un terme à la violence sexuelle à l'encontre des filles. Cette initiative regroupe plusieurs organisations internationales ainsi que les secteurs public, privé et à but non lucratif.

Une plus grande transparence

L'UNICEF a continué à chercher à améliorer ses opérations. En 2012, l'organisation a préparé ses premiers états financiers conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), une norme établie par l'Assemblée générale des Nations Unies à des fins d'adoption par les institutions des Nations Unies. Après une formation intensive du personnel et un lancement progressif au niveau international, l'UNICEF a mis en place le système virtuel intégré d'information (VISION), un système de gestion de ressources d'entreprise entièrement compatible avec les normes IPSAS.

L'adoption des normes IPSAS a déjà entraîné des changements positifs importants. Elle a permis de standardiser la planification et l'établissement de rapports axés sur les résultats sur l'ensemble des domaines de programmes et d'harmoniser les rapports financiers de l'UNICEF avec ceux des autres institutions des Nations Unies. Elle a également permis de renforcer la transparence, la responsabilisation et la bonne gouvernance.

En 2012, l'UNICEF est devenu membre de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA), un réseau d'organisations attaché à promouvoir la transparence de l'aide. Cette initiative permet à quiconque, depuis les contribuables des pays donateurs jusqu'aux organisations communautaires et autres

parties prenantes dans les programmes de pays, d'accéder facilement à des informations sur les dépenses consacrées à l'aide, de les comparer, de les comprendre et de savoir à quoi elles sont consacrées.

L'ensemble des évaluations et rapports annuels sur les programmes de l'UNICEF ont été mis à la disposition du public et les informations financières sont maintenant plus largement partagées. L'UNICEF a commencé à mettre ses rapports d'audit interne à la disposition du public et tous les rapports publiés après le 30 septembre 2012 sont maintenant disponibles sur le site Internet de l'organisation.

Maîtrise des dépenses

Les efforts mis en œuvre par l'UNICEF pour créer un monde véritablement équitable ont été tempérés par les réalités de la conjoncture économique mondiale et les contraintes financières associées. Malgré la forte concurrence pour obtenir des fonds, les contributions reçues par l'UNICEF en 2012 ont été de 8 % supérieures à celles de l'année précédente. L'UNICEF reçoit des contributions en espèces et en nature, de donateurs des secteurs public et privé. Cette augmentation de 8 % a trait aux contributions en espèces reçues par l'organisation en 2012. Elle prouve la confiance renouvelée des donateurs à l'égard des

capacités de l'UNICEF à tirer parti de son expertise, de son savoir-faire technique, de ses vastes partenariats et de sa portée mondiale pour sauver et améliorer la vie des enfants, tous les jours sans exception.

L'UNICEF a alloué ses ressources en fonction des besoins prioritaires des enfants et des familles dans toutes les régions. Les dépenses totales en 2012 se sont élevées à 3 866 millions de dollars tandis que les dépenses consacrées au développement, notamment à l'efficacité des programmes et du développement étaient de 3 416 millions de dollars. L'efficacité du développement couvre les activités techniques, de consultation et de mise en œuvre des politiques qui permettent à l'UNICEF d'exécuter plus efficacement ses programmes sur le terrain.

Fidèle à son engagement d'aider les enfants à survivre et à mener des vies saines, plus de la moitié des dépenses de programmes en 2012 (soit 1 566 millions de dollars) ont été consacrées à la survie et au développement du jeune enfant. Le deuxième poste de dépenses par ordre d'importance concernait l'éducation de base et l'égalité des sexes auxquelles 605 millions de dollars ont été consacrés. Cinquante-sept pour cent des dépenses de programmes ont bénéficié à l'Afrique subsaharienne et 23 % à l'Asie.

Tableau 1

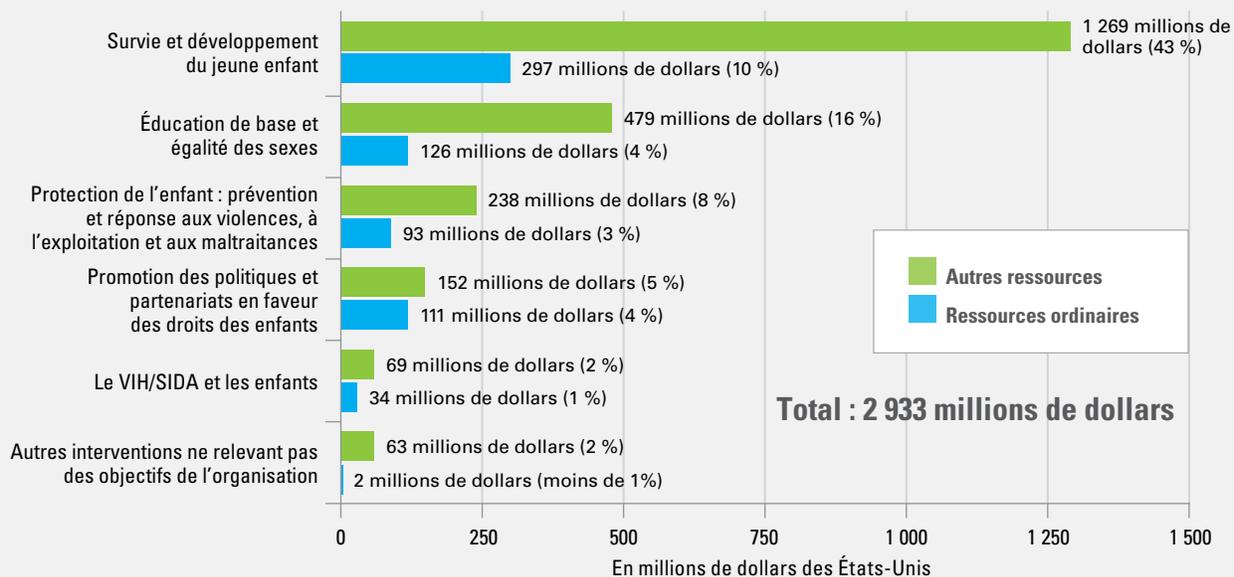
Total des dépenses par type de dépenses en 2012
(en millions de dollars des États-Unis)

Catégories budgétaires	Total
Développement	3 416
Programme	3 292
Efficacité du développement	124
Gestion	322
Dépenses spéciales (y compris collecte de fonds et partenariats privés)	127
Coordination du développement des Nations Unies	2
Total des dépenses	3 866

Note : la répartition des dépenses par catégorie budgétaire est présentée sur la base d'une trésorerie modifiée et reflète les décaissements et les engagements en cours à la fin de l'année. Le total des dépenses s'élevait à 3 819 millions de dollars en 2011. Il est néanmoins impossible de comparer les chiffres de 2011 avec les catégories ci-dessus, car de nouvelles catégories de classification des coûts harmonisées ont été adoptées en 2012. Les totaux par catégorie budgétaire peuvent ne pas représenter 3 866 millions de dollars, car les chiffres ont été arrondis.

Figure 1

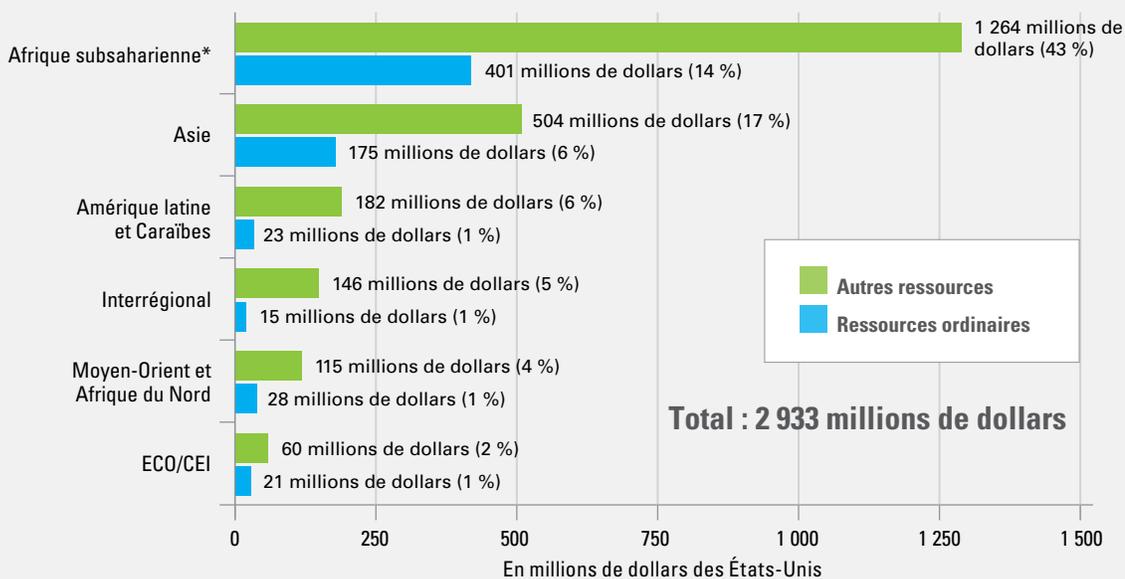
Dépenses d'assistance aux programmes par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme en 2012



Note : les totaux par domaine d'intervention du Plan stratégique à moyen terme (PSMT) de l'UNICEF peuvent ne pas représenter 2 933 millions de dollars ou 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

Figure 2

Dépenses d'assistance aux programmes par région géographique en 2012



Note : les totaux par zone géographique peuvent ne pas représenter 2 933 millions de dollars ou 100 %, car les chiffres ont été arrondis.

* L'aide aux programmes pour Djibouti et le Soudan est incluse dans la catégorie « Afrique subsaharienne ».

En 2012, l'UNICEF a continué à rechercher des idées originales, des solutions plus intelligentes et des partenariats plus vastes. Voici quelques exemples des nombreuses solutions innovantes mises en œuvre par l'UNICEF.

PROGRAMMES INNOVANTS

Diagnostic précoce du VIH par SMS

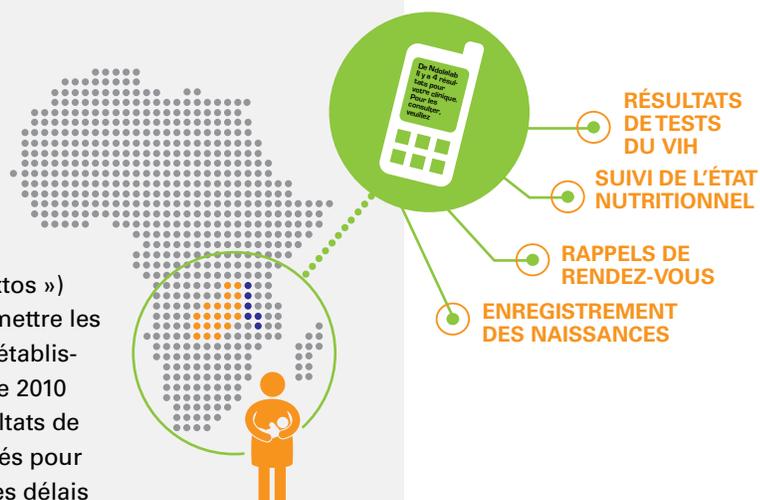
En Afrique subsaharienne, épicerie de l'épidémie de SIDA, le Projet Mwana a eu recours à la technologie par le biais des téléphones portables pour améliorer le diagnostic précoce du VIH chez les nouveau-nés, le suivi et les soins. En Zambie, une application RapidSMS (« textos ») permet aux laboratoires de deux grandes villes de transmettre les résultats de dépistage du VIH des nourrissons à tous les établissements de santé ruraux. Depuis le programme pilote de 2010 soutenu par l'UNICEF, jusqu'en 2012, plus de 10 000 résultats de tests ont été envoyés à 268 établissements de santé, situés pour la plupart dans des zones reculées et difficiles d'accès. Les délais de livraison sont passés de 44,2 jours avant la mise en œuvre à 26,7 jours après la mise en œuvre.

Au Malawi, l'UNICEF a aidé le Gouvernement à élargir l'utilisation des diagnostics précoces des nourrissons par RapidSMS dans les 28 districts. Dès septembre, plus de 500 établissements de santé offraient des services de diagnostic et 267 sites utilisaient activement RapidSMS pour recevoir les résultats de tests des nourrissons, soit une augmentation de 83 % par rapport à 2011. Par ailleurs, deux nouveaux modules ont été lancés : « Remind Mi », qui envoie aux familles des rappels automatiques de consultations prénatales et de rendez-vous des enfants chez le médecin, et « Anthrowatch », qui permet le suivi en temps réel de l'état nutritionnel des enfants.

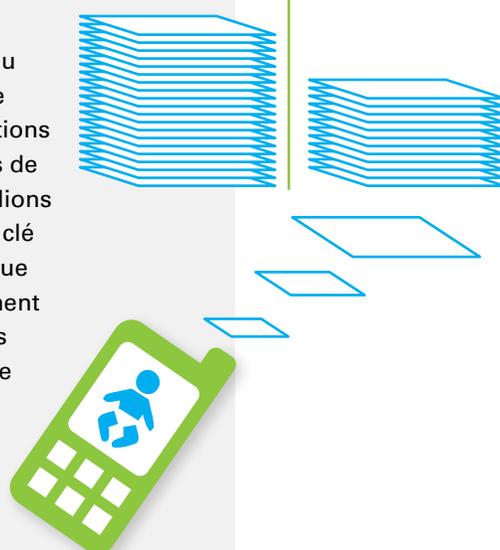
Enregistrement des naissances pour accéder aux services de base

Au Nigéria, RapidSMS est utilisé depuis 2011 pour télécharger tous les quinze jours les numéros d'enregistrement de naissance vers un tableau de bord accessible via le Web afin de permettre l'identification régulière des habitants de régions à faible taux d'enregistrement et des interventions rapides. En 2012, RapidSMS a été élargi pour saisir les données de plus de 3 000 centres d'enregistrement des naissances et à la fin de 2012, 3 millions de naissances avaient été enregistrées. Le système est devenu un outil clé pour les semaines de la santé maternelle et néonatale qui ont lieu chaque année en mai et en novembre et pour le suivi routinier de l'enregistrement des naissances. Cette solution qui s'appuie sur les téléphones portables est mise en œuvre par la Commission nationale de la population avec le soutien de l'UNICEF.

Depuis fin 2010, l'UNICEF travaille avec un partenariat public-privé en Ouganda pour encourager les enregistrements par le biais d'un système de gestion mobile des actes d'état civil qui utilise les téléphones portables des usagers pour transmettre les notifications de



ENREGISTREMENT DES NAISSANCES



naissances (et de décès) à un serveur central du gouvernement et à des ordinateurs reliés à l'Internet dans les hôpitaux et les collectivités locales chargés de délivrer les extraits d'acte de naissance. Près de 400 membres du personnel dans 100 des 135 hôpitaux à l'échelle nationale, régionale et du district ont été formés pour utiliser ce système. Ainsi, plus de 400 000 naissances ont été enregistrées en 2012, contre 63 000 seulement en 2011.

PROCESSUS INNOVANTS

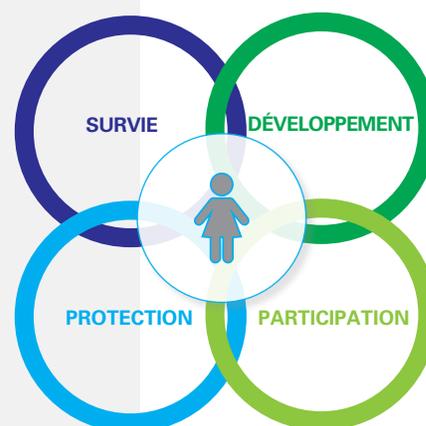
Identifier les nombreux types de privation dont souffrent les enfants

Les enfants les plus pauvres risquent davantage de souffrir de multiples privations et d'en subir plus durement les effets. Fin 2012, l'UNICEF a mis au point l'outil « MODA » (Multiple Overlapping Deprivation Analysis), ou système d'analyse des privations cumulées et multiples, pour examiner la pauvreté chez les enfants et l'équité au sein des pays et entre les pays. Le système MODA aide les partenaires nationaux à générer des données probantes sur les enfants les plus démunis et leur situation géographique au sein de leurs pays. Il s'appuie sur des études et outils existants dans le domaine de la pauvreté multidimensionnelle – comme l'étude mondiale de 2007 sur la pauvreté et les disparités chez les enfants (réalisée avec le soutien de l'UNICEF) et les avancées dans les théories de la pauvreté multidimensionnelle – pour orienter les interventions stratégiques liées à l'équité.

Assurer le suivi des goulets d'étranglement et des obstacles

En 2012, l'UNICEF a continué à développer et à intégrer le Système de suivi des résultats pour l'équité (MoRES), qui permet de réaliser un suivi en temps réel des goulets d'étranglement et des obstacles dans le travail programmatique. Le système MoRES aide l'UNICEF et ses partenaires à améliorer les politiques et systèmes et à mieux cibler les interventions qui conduiront à de meilleurs résultats pour les communautés les plus défavorisées. Au Guatemala, par exemple, ce système a été utilisé pour identifier les obstacles à la scolarisation et les causes d'abandon scolaire, dont la faible participation des parents, les supports pédagogiques inadéquats, la mauvaise qualité de l'éducation et la faim chez les enfants. L'UNICEF et ses partenaires ont alors proposé plusieurs solutions pour résoudre ces problèmes, à savoir le recrutement de bénévoles communautaires, le suivi de la fréquentation scolaire et l'amélioration de la formation des enseignants. Ces solutions ont alors été intégrées au Plan stratégique du Gouvernement pour l'éducation (2012–2016) et testées à Totonicapán, une communauté autochtone.

En 2012, le système MoRES a été mis en œuvre dans plus de 30 pays, dans toutes les régions géographiques, en utilisant différents points d'entrée en fonction du contexte national. L'analyse de ces expériences a identifié trois facteurs essentiels à son succès : de vastes partenariats impliquant des acteurs divers dont les gouvernements, les organisations multilatérales et bilatérales et la société civile; l'utilisation de technologies innovantes à des fins de suivi et d'ajustement des programmes; et l'adaptation des mesures aux contextes nationaux et aux programmes techniques.



PARTENARIATS INNOVANTS

Faim : donner l'alerte

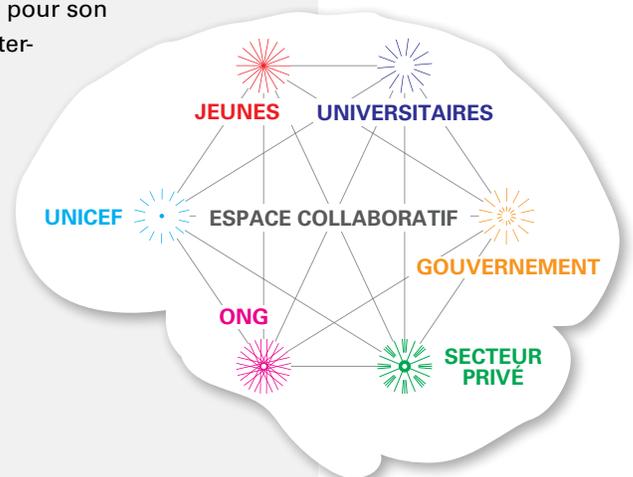
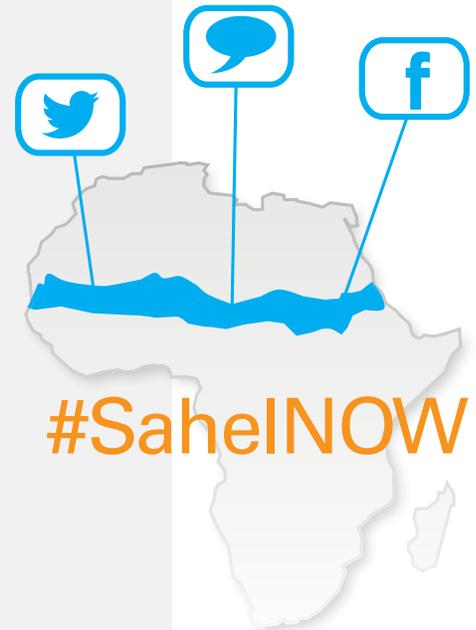
Dans toute la bande sahélienne de l'Afrique, le nombre d'enfants de moins de 5 ans exposés à la malnutrition aiguë sévère en 2012 était estimé à 1,1 million. En avril, l'UNICEF a lancé SahelNOW, une campagne visant à alerter le monde entier de l'imminence de la catastrophe. Pour la toute première fois, les comités nationaux et les bureaux de pays de l'UNICEF ont conjugué leurs efforts et se sont servis des médias sociaux comme principal moyen de communication pour leurs actions de plaidoyer et de collecte de fonds. La campagne a mobilisé les ambassadeurs itinérants de l'UNICEF aux niveaux national et mondial pour avertir le monde que des conditions menaçant l'état nutritionnel des enfants dans neuf pays (Burkina Faso, Cameroun, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad) étaient sur le point d'être réunies. SahelNOW attira l'attention des médias traditionnels et fut présenté par CNN comme une innovation. Les comités nationaux de l'UNICEF ont réuni 29,8 millions de dollars en 2012, qui ont contribué à fournir un traitement vital à plus de 920 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition sévère.

Faire appel aux plus grands talents mondiaux pour le développement

L'UNICEF collabore avec les plus brillants esprits par le biais de son réseau mondial de laboratoires d'innovation. Situés dans des lieux aussi divers que le Burundi, le Danemark, le Kosovo et l'Ouganda, ces laboratoires invitent les jeunes, les universitaires, le secteur privé, la société civile, les organisations à but non lucratif et les gouvernements à identifier des solutions créatives à des problèmes épineux. Leurs efforts portent sur des domaines tels que l'engagement communautaire, la recherche opérationnelle, l'approvisionnement et la logistique opérationnelle, et le développement des produits et services.

Pendant toute l'année 2012, le laboratoire du Kosovo a fourni à des jeunes de communautés marginalisées le soutien et les ressources nécessaires pour leur permettre de concrétiser leurs idées sur l'impact social. Le laboratoire de Copenhague, créé en 2012, a testé une simulation de situation d'urgence portant sur le travail d'approvisionnement et de logistique de l'UNICEF et a été salué pour son potentiel à devenir une plate-forme innovante de gestion des interventions d'urgence.

Soucieux d'encourager la prolifération des bonnes idées, l'UNICEF a élaboré un « Guide pratique » destiné à reproduire ces laboratoires dans d'autres communautés et pays et il a créé une plate-forme en ligne afin que les personnes ayant un esprit créatif soumettent leurs idées et leurs expériences sur le blog Innovation de l'organisation.





Obtenir des résultats pour les plus vulnérables

Beaucoup trop d'enfants n'ont pas la possibilité de réaliser leur potentiel car leurs besoins essentiels ne sont pas satisfaits, parce que leur famille manque des moyens financiers nécessaires, parce que leur village est trop éloigné ou encore en raison de leur sexe, de leur origine ethnique, de leur religion ou d'autres caractéristiques. En 2012, l'UNICEF s'est efforcé d'offrir à chaque fille et à chaque garçon un bon départ dans la vie, un enseignement de qualité, un monde sans SIDA et une protection.

Atteindre les enfants et les familles qui sont les laissés-pour-compte des progrès en matière de développement peut sembler une tâche monumentale. Mais depuis sa création il y a plus de 60 ans, l'UNICEF n'a jamais reculé devant ces défis complexes.

Les premières années

Un bon départ dans la vie nécessite entre autres des soins prénatals pour les nourrissons et leurs mères, une nutrition suffisante, des vaccinations, de l'eau salubre, un assainissement adéquat et une bonne hygiène. En 2012, l'équité est restée au cœur des actions de l'UNICEF en faveur des jeunes enfants et l'organisation a renouvelé son engagement en faveur de la survie des enfants en se concentrant tout particulièrement sur cette notion d'équité.

En 2012, l'UNICEF s'est uni à l'UNFPA pour lancer la Commission des Nations Unies sur les produits d'importance vitale pour les femmes et les enfants dans le cadre de l'initiative *Toutes les femmes, tous les enfants* du Secrétaire général des Nations Unies. La Commission recommande des méthodes pour mieux commercialiser et distribuer 13 produits de santé économiques mais sous-utilisés qui pourraient sauver plus de 6 millions de vie d'ici à 2015. La Commission et ses partenaires ont créé le *Reproductive, Maternal, Newborn and Child Health Trust Fund* (Fonds d'affectation pour la santé reproductive, maternelle, néonatale et infantile) pour soutenir leurs initiatives. L'UNICEF héberge le secrétariat de la Commission qu'il co-préside avec l'UNFPA.

Au niveau national, l'UNICEF a apporté son soutien au Programme de soins périnataux égyptien, qui a amélioré l'accès de quelque 600 000 femmes en âge de procréer et de leurs nourrissons à des services de santé de qualité en formant 64 médecins et 120 agents de santé communautaire. Une initiative pour une maternité sans risques,

EN 2012,
LE MOZAMBIQUE
COMPTAIT
MOINS DE
800
CAS DE
CHOLÉRA
CONTRE
20 000
CAS
EN 2009.

lancée en 1999 dans les 40 comtés les plus pauvres de Chine par l'UNICEF, le Ministère de la santé et le comité national chinois de travail pour les enfants et les femmes, a donné d'excellents résultats puisque l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré en 2012 que le tétanos maternel et néonatal avait été éradiqué dans le pays.

Dans cinq des régions les plus défavorisées du Libéria, l'UNICEF a apporté son soutien à la formation de plus de 600 agents de santé communautaire pour la prise en charge communautaire intégrée des cas de pneumonie, de diarrhée et de paludisme, conduisant à l'orientation et au traitement de près de 38 000 personnes en 2012.

Dans le cadre des services de santé intégrés, les campagnes de vaccination ciblées ont permis de réduire l'incidence des maladies infantiles comme la rougeole et la poliomyélite. En février 2012, l'Organisation mondiale de la Santé a retiré l'Inde de sa liste des pays où la polio est endémique après que ce pays eut achevé une année sans aucun cas de polio, trois ans seulement après avoir contribué pour près de la moitié à la totalité des cas dans le monde.

La poliomyélite reste endémique en Afghanistan, au Nigéria et au Pakistan, tandis qu'en Angola et en République démocratique du Congo, le virus qui avait réapparu après avoir été éradiqué une première fois, a cessé de se transmettre en 2012. En Afghanistan, l'UNICEF et l'OMS ont formé l'équipe *One Polio Team* (Unis contre la poliomyélite) pour tenter de mettre fin à la transmission. L'Inde participe à la révision du cadre de suivi et d'évaluation de l'Afghanistan afin de le communiquer à la région du sud et passe en revue les modules de formation et les plans de cours pour les vaccinateurs et les agents de mobilisation sociaux. Le travail de l'Inde avec l'Afghanistan est un excellent exemple de coopération Sud-Sud dans le cadre de laquelle les pays partagent ressources, technologie et expertise.

En 2012, le Mozambique a renforcé sa prise en charge communautaire intégrée des

maladies infantiles (à laquelle l'UNICEF apporte son soutien technique et financier) et a instauré une semaine sur la santé de l'enfant au cours de laquelle l'organisation a fourni des suppléments en vitamine A, des vaccinations contre la poliomyélite et un déparasitage à quelque 4 millions d'enfants. Les campagnes de santé concernaient entre autres les pulvérisations résiduelles à l'intérieur des logements pour éviter le paludisme dans 53 districts (protégeant de ce fait environ 8,5 millions de personnes) et la lutte contre les flambées de choléra dans le pays. Moins de 800 cas de choléra ont été enregistrés en 2012. Une épidémie similaire en 2009 avait entraîné 20 000 cas de cette maladie.

Les campagnes de santé intégrées ont permis de sauver des vies d'enfants. À Djibouti, l'UNICEF a travaillé avec le Gouvernement pour immuniser plus de 90 000 enfants de moins de 5 ans contre la rougeole et fournir des suppléments en vitamine A, un déparasitage et des moustiquaires résistantes et imprégnées d'insecticide pour lutter contre le paludisme. Dans le cadre de ces efforts, 75 % des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, soit 17 000 enfants, ont reçu des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Avec l'aide de l'UNICEF, le Tadjikistan a mené deux campagnes de vaccination contre la diphtérie et a fourni à 900 000 enfants de moins de 5 ans des doses de vitamine A. Par ailleurs, quelque 30 000 enfants de moins de 2 ans et 18 000 femmes enceintes ont bénéficié d'une supplémentation en micronutriments.

Une bonne nutrition, y compris des micronutriments comme l'iode, le fer et la vitamine A, est essentielle à la survie de l'enfant et à son développement physique et intellectuel. En juin 2012, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé le « Défi Faim zéro » exhortant les gouvernements, les organisations, les agriculteurs, les entreprises et d'autres groupes à travailler de concert pour éliminer la faim de notre vivant.

L'UNICEF a continué à jouer un rôle important dans l'initiative SUN (Renforcement

de la nutrition), un mouvement mondial dirigé par un groupe de pays qui appelle à intensifier les efforts pour améliorer la nutrition dans le monde durant la période précédant 2015. Le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake, a assumé la présidence du groupe principal du mouvement en 2012, qui visait à obtenir des résultats quantifiables au sein des pays par le biais de la mobilisation des ressources, du soutien et de l'élaboration de politiques et stratégies, et de la mise en œuvre des programmes.

En 2012, l'UNICEF a soutenu la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë dans plus de 65 pays et a fait bénéficier plus de 1,9 million d'enfants de moins de 5 ans d'un traitement vital. L'alimentation du nourrisson et du jeune enfant est restée un élément fondamental de la stratégie de l'UNICEF pour éviter la sous-nutrition, notamment la promotion de l'allaitement maternel. En 2012, avec le soutien de l'UNICEF, au moins 76 % des ménages dans 69 pays utilisaient du sel iodé.

Lorsque le Gouvernement du Burkina Faso a annoncé que 2,8 millions de personnes risquaient d'être affectées par l'insécurité alimentaire en raison de la baisse de la production de céréales et que près de 100 000 enfants de moins de 5 ans risquaient de souffrir de malnutrition aiguë sévère, l'UNICEF a aidé à traiter 102 000 enfants en sa capacité de chef de file du groupe sectoriel sur la nutrition dans le cadre de l'intervention humanitaire des Nations Unies. Au Karakalpakstan, la région la plus défavorisée d'Ouzbékistan, 93 % des enfants de moins de 5 ans bénéficiaient du soutien d'interventions intégrées de santé publique qui incluaient la supplémentation en vitamine A, le déparasitage, les mesures de taille et de poids et la fourniture de conseils de nutrition.

Dans une optique d'équité qui tire parti de l'innovation et privilégie les méthodes d'un bon rapport coût-efficacité, l'UNICEF s'est concentré sur l'élimination des disparités relatives à l'accès à de meilleures sources d'eau potable et à un meilleur assainissement. En 2012, l'UNICEF a aidé le Gouvernement de la République populaire

démocratique de Corée à concevoir et à construire des systèmes d'adduction d'eau par gravité et à moderniser les installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les foyers, les écoles maternelles, les écoles et les établissements de santé, atteignant près de 12 000 enfants parmi les plus vulnérables du pays. Après le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF était le deuxième partenaire des Nations Unies à opérer dans le pays. Et au Zimbabwe, l'UNICEF a aidé quelque 150 000 personnes à accéder à l'eau potable et environ 132 000 personnes à accéder à un assainissement adéquat dans les zones rurales et urbaines, contribuant de ce fait à réduire les maladies et les décès dus au choléra et à d'autres maladies d'origine hydrique.

Éducation de base et égalité

En 2012, l'UNICEF a continué à défendre des objectifs ambitieux bien que pragmatiques : accès de tous les enfants à une éducation de qualité, formation des enseignants à des méthodes innovantes et adaptées aux enfants et enseignement pertinent et en rapport avec la communauté. En outre, l'UNICEF a participé activement à l'initiative « L'éducation avant tout » du Secrétaire général des Nations Unies pour renforcer l'action en matière d'éducation et scolariser tous les enfants, mais également améliorer la qualité de l'apprentissage et promouvoir la citoyenneté mondiale. L'UNICEF a affiné ses stratégies en vue de façonner le programme de développement pour l'après-2015 et a continué à assumer son rôle de chef de file de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) en défendant la parité entre les sexes.

Le succès scolaire repose sur la notion selon laquelle les élèves commencent l'école prêts à apprendre, ce qui signifie que l'éducation dépend d'un bon départ dans la vie qui inclut le développement intellectuel, social, émotionnel et physique. En 2012, le Ministère libyen de l'éducation a évalué les 4 800 écoles du pays afin de recueillir des données de référence sur le statut du secteur de l'enseignement qui

**GRÂCE
AU SOUTIEN
DE L'UNICEF,
AU MOINS
76 %
DES FOYERS
69
DANS
PAYS
UTILISAIENT
DU SEL IODÉ
EN 2012.**

avait été très éprouvé au cours des soulèvements de 2011. L'UNICEF a apporté son soutien à cette évaluation et l'ONG ACTED (Agence de coopération et de développement techniques) a fourni une aide technique. Les interventions soutenues par l'UNICEF en République de Moldova visaient à résoudre les inégalités d'accès à l'éducation préscolaire et à l'éducation de base et ont permis à 2 000 enfants supplémentaires de zones rurales, qui ne disposaient pas d'écoles maternelles, de suivre un enseignement préscolaire et à 57 000 autres jeunes enfants d'avoir accès à des jeux stimulants sur le plan intellectuel.

L'éducation inclusive signifie que tous les enfants, indépendamment de leur sexe, de leurs revenus, de leur situation géographique, de leur religion, de leur origine ethnique, de leur handicap ou de tout autre facteur, ont accès à des parcours qui leur permettent de terminer leur scolarité. Le Ministère de l'éducation et des sciences en Géorgie a uni ses efforts à ceux de l'UNICEF pour élargir l'éducation inclusive de 5 à 56 écoles afin de permettre aux enfants en situation de handicap de participer à des activités d'éducation physique et sportives et a élaboré un modèle innovant pour donner aux jeunes qui avaient renoncé à l'école une deuxième chance de terminer leur scolarité. Au Niger, l'UNICEF a également participé à la formation de 50 conseillers et de 50 enseignants en Braille et a aidé des établissements secondaires à enseigner le langage des signes afin que les élèves atteints de déficience auditive et visuelle puissent étudier.

L'eau, l'assainissement et l'hygiène à l'école

sont essentiels pour promouvoir des environnements globalement sains et sont des outils tout particulièrement efficaces pour améliorer l'éducation des filles. En Indonésie, l'UNICEF et les autorités des districts ont mis en œuvre un programme eau, assainissement et hygiène complet dans 112 écoles, afin d'inculquer aux élèves l'importance de se laver les mains et d'accroître l'accès à des latrines améliorées. Ainsi, plus de 40 000 élèves et enseignants de six districts ont bénéficié de ce programme qui est devenu un modèle que le Gouvernement prévoit d'élargir sur le plan national.

L'école est souvent un lieu de réconfort en période de crise. Or, l'éducation des enfants est souvent perturbée au moment où ils en ont le plus besoin. D'après des données récentes, plus de 40 % des enfants qui ne vont pas à l'école vivent dans des pays touchés par des conflits armés. En 2012, le programme de consolidation de la paix, d'éducation et de plaidoyer (*Peacebuilding, Education and Advocacy Programme*), un partenariat sur quatre ans qui regroupe l'UNICEF, le Gouvernement des Pays-Bas, des pays participants et d'autres partenaires, a analysé les principaux obstacles à la reconstruction des systèmes d'éducation après un conflit au sein de 13 pays.

En outre, l'UNICEF a réagi à la crise qui sévit en République arabe syrienne et a contribué à prodiguer un enseignement continu à quelque 79 000 enfants dans le pays, ainsi qu'aux jeunes réfugiés et aux enfants des communautés d'accueil en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie.

Au Liban, l'UNICEF a dirigé une initiative intitulée « Retour à l'école » qui consistait entre autres à faciliter les inscriptions et à fournir un matériel pédagogique de base à quelque 30 000 réfugiés syriens vulnérables et enfants libanais de la communauté d'accueil. En réponse aux graves inondations qui ont sévi dans la région de Loreto au Pérou, l'UNICEF a fourni à la direction régionale de l'éducation un programme d'urgence et a distribué des kits pédagogiques à 3 000 enfants. En outre, quelque 20 000 élèves ont pu retrouver le chemin de l'école.



En finir avec le VIH et le SIDA

En 2012, l'UNICEF a travaillé sur le terrain pour prévenir et traiter l'infection au VIH chez les enfants et leurs mères, accroître le soutien en faveur des enfants orphelins du SIDA et réduire les risques encourus par les adolescents ainsi que leur vulnérabilité face au SIDA. Au Swaziland, l'UNICEF a travaillé en étroite collaboration avec le Ministère de la santé, l'OMS et d'autres partenaires stratégiques, ce qui a permis d'augmenter le taux de couverture des traitements antirétroviraux pour la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, pour atteindre 86 % parmi les femmes. Le soutien de l'UNICEF a également contribué à une augmentation du nombre d'enfants de 0 à 14 ans qui ont commencé un traitement antirétroviral et à la fin de 2012, 67 % d'entre eux bénéficiaient d'un tel traitement.

Les programmes de transferts monétaires nationaux soutenus par l'UNICEF en faveur des ménages marginalisés et démunis dans plusieurs pays, notamment au Malawi, en Zambie et au Zimbabwe, épicentres de l'épidémie de SIDA, ont atteint des centaines de milliers d'enfants en 2012.

Tous les pays de la région Asie orientale et Pacifique de l'UNICEF se sont engagés à éliminer les risques d'infection par le VIH chez les nourrissons suite à la transmission mère-enfant et à passer aux régimes les plus efficaces. Parmi les innovations soutenues par l'UNICEF dans le domaine de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, il convient de citer des tests rapides avec retour du résultat le jour même au Cambodge, à Fidji, aux Îles Salomon, en République de Kiribati et au Vanuatu, des tests communautaires décentralisés au Myanmar, et l'élaboration d'un programme et une formation sur le dépistage d'urgence du VIH pour les femmes pendant l'accouchement au Timor-Leste.

Lors de la XIX^e Conférence internationale sur le SIDA qui a eu lieu à Washington, D.C. (États-Unis), en juillet 2012, l'UNICEF a plaidé en faveur de politiques, produits et pratiques plus efficaces et innovants pour simplifier le traitement du VIH et l'intégrer

aux soins de santé primaires prénatals. En outre, l'UNICEF a dirigé une séance plénière intitulée « *Turning the Tide for Children and Youth* » (Changer le cours des choses pour les enfants et les adolescents) sur les moyens programmatiques et scientifiques à mettre en œuvre pour réduire l'infection au VIH en se concentrant sur les femmes et les adolescentes.

En partenariat avec MTV et le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le SIDA, l'UNICEF a soutenu la série télévisée *Shuga: Love, Sex, Money*, qui traite des difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes les plus exposés au risque d'infection au VIH. En 2012, l'émission télévisée primée a été adaptée en feuilleton radiophonique qui a été diffusé au Cameroun, au Kenya, au Lesotho, en République démocratique du Congo, en République-Unie de Tanzanie et dans trois provinces d'Afrique du Sud, où vivent environ 45 millions de jeunes. L'émission a fait débat en soulevant des sujets tabous comme le viol, la prostitution et les partenaires sexuels multiples pendant une même période.

En République islamique d'Iran, un nouveau partenariat entre l'UNICEF, le Ministère de la santé et de la formation médicale et le club de football d'Esteghlal a tiré parti de l'engouement des adolescents pour le football afin de les sensibiliser au VIH/SIDA grâce à des messages communiqués par les joueurs.

Au Népal, l'UNICEF a fourni une assistance technique et financière pour constituer un dossier sur la réduction du risque d'infection au VIH destiné aux adolescents. Dans le cadre de son approche participative, l'initiative faisait intervenir des adolescentes exploitées sexuellement à des fins commerciales. Les membres d'un réseau national de femmes séropositives, qui avaient été formées pour apprendre aux adolescents comment réduire les risques d'infection au VIH, ont ensuite formé 25 organisations communautaires, fournissant au bout du compte à 1 250 jeunes les compétences et connaissances nécessaires pour éviter de contracter le VIH.

En 2012, des centaines de milliers d'enfants ont bénéficié des programmes de transferts monétaires nationaux soutenus par l'UNICEF.

AVEC LE SOUTIEN
DE L'UNICEF,
EN 2012,
29,5
MILLIONS
D'ENFANTS
ONT ÉTÉ
ENREGISTRÉS
À LA
NAISSANCE
DANS ENVIRON
80 PAYS.

Droit à la protection

Protéger les enfants contre la violence, l'exploitation et la maltraitance a été au cœur des efforts de l'UNICEF en 2012. Des initiatives dans tous les secteurs ont protégé les enfants contre les effets des conflits armés, les traditions dangereuses et les erreurs judiciaires.

En novembre, l'UNICEF a présenté des arguments de poids en faveur de la protection des enfants lors de la conférence internationale *Protecting children better* (Mieux protéger les enfants) qui faisait la synthèse des dernières études et réflexions sur les systèmes de protection de l'enfance. En 2012, « Ensemble pour les filles » (un partenariat public-privé visant à mettre un terme à la violence sexuelle) a travaillé avec huit pays et organisé des réunions initiales avec deux pays pour élaborer des enquêtes nationales auprès des ménages sur l'ampleur et l'impact de la violence émotionnelle, physique et sexuelle à l'égard des filles. Les résultats de l'enquête guideront les programmes, politiques et interventions dirigés par les gouvernements.

Une étape majeure liée à la Convention relative aux droits de l'enfant a été atteinte en 2012; en effet, 11 pays ont ratifié le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et 7 pays ont ratifié le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, portant le nombre total des États parties ayant ratifié ces protocoles à 163 et 151 respectivement. Suite au Programme conjoint de l'UNFPA et de l'UNICEF concernant les mutilations génitales féminines/l'excision, quelque 1 775 communautés dans toute l'Afrique ont déclaré avoir abandonné cette tradition, ce qui porte à 10 000 le nombre total des communautés qui ont mis fin à cette pratique depuis 2008.

Trois nouveaux programmes de lutte antimines ont été lancés en 2012 et environ 20 pays dans le monde ont mis en place ce type de programmes soutenus

par l'UNICEF. La libération de plus de 5 300 enfants associés aux forces ou groupes armés et leur réintégration dans leurs familles et communautés a bénéficié du soutien de l'UNICEF en Colombie, au Myanmar, au Népal, aux Philippines, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan et au Soudan du Sud.

L'UNICEF a aidé les enfants pris dans les conflits armés en Somalie en passant de nouveaux accords avec le Gouvernement fédéral de transition, dont le plan d'action visant à mettre fin à l'utilisation et au recrutement d'enfants soldats et le plan d'action visant à mettre fin aux meurtres et mutilations des enfants, le premier de ce type dans le monde. Ces plans permettent aux parties prenantes de faciliter la libération des enfants recrutés dans tout le pays et prévoient des services de réhabilitation et de réintégration.

Avec le soutien de l'UNICEF, environ 29,5 millions d'enfants ont été enregistrés à la naissance dans environ 80 pays. En République démocratique du Congo, l'UNICEF a accordé la priorité à l'enregistrement des naissances et plus de 350 500 enfants ont été inscrits en 2012. Au Belize, la campagne multi plate-forme *Make Your Child Count* (Faites compter votre enfant) a permis aux communautés éloignées des points de service traditionnels de procéder à l'enregistrement des naissances. Grâce à cette initiative, le pays a presque atteint l'enregistrement universel des naissances et les 10 % des garçons et filles défavorisés devraient bientôt avoir accès à l'éducation, aux soins de santé et aux autres services essentiels rendus possibles par l'enregistrement officiel de leur naissance.

L'UNICEF montre l'exemple en matière de données

De nombreux progrès ont été réalisés en 2012 en matière de recueil, d'analyse et de diffusion des données. En effet, l'UNICEF a continué à soutenir le recueil des données au moyen d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) et

un meilleur contrôle des données par le biais de son nouveau site Internet ChildInfo (Voir l'encadré 2 ci-dessous).

En collaboration avec ses partenaires, l'UNICEF a continué à développer et actualiser DevInfo, un logiciel de base de données qui a été approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement pour effectuer le suivi des OMD et du

développement humain au niveau national. DevInfo 7 a été lancé en 2012. La même année, l'UNICEF a amélioré le système MoRES pour renforcer les programmes, promouvoir l'équité et améliorer la collaboration avec ses partenaires, et a continué à aider les pays à analyser la situation des enfants et des femmes et à faire part de leurs progrès (Voir l'encadré 1 à la page 7).

Encadré 2 Données pour un développement équitable

Si les enfants ne sont pas pris en compte dans les statistiques, ils sont invisibles pour les politiques et programmes qui peuvent promouvoir leurs droits et améliorer leur bien-être. C'est pourquoi l'UNICEF reste attaché au recueil, à l'analyse et à la diffusion des données et – en collaboration avec les Nations Unies et d'autres partenaires – aide les gouvernements à mieux contrôler la situation des enfants et des femmes.

L'UNICEF est l'institution chef de file des Nations Unies chargée de rendre compte des Objectifs du Millénaire pour le développement concernant les enfants. Dans cette optique, l'organisation fournit une analyse rigoureuse de flux de données multiples, avec le soutien de groupes interorganisations. En outre, l'UNICEF met à disposition des données qui sont utilisées pour mesurer les progrès accomplis vers 17 des 44 indicateurs des OMD.

Recueil de données fiables

Au cours des vingt dernières années, l'UNICEF a apporté son soutien à 240 enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) dans plus de 100 pays. La quatrième série d'enquêtes (2009–2012) a été achevée en 2012. Au cours de la série MICS4, des enquêtes ont été menées dans 50 pays. La préparation de la cinquième série de MICS a également commencé et ses outils et principes directeurs ont été testés au Bangladesh. L'enquête pilote a fourni des données de référence pour les 20 districts les plus socialement défavorisés et a permis de renforcer les capacités d'une équipe du Bureau des statistiques du Bangladesh, chargée de rassembler les données pour une future enquête nationale.

Au Kazakhstan, l'enquête MICS 2010–2011 a révélé des améliorations générales au niveau des droits de l'enfant mais a également identifié de vastes disparités dues à l'éducation, au statut économique et à la situation géographique. En se basant sur les données obtenues, l'UNICEF a aidé le Gouvernement à produire le premier bilan désagrégé infranational du bien-être des enfants, lequel a repéré de graves lacunes dans le système de protection de l'enfant et recentré les efforts sur la lutte contre la mortalité infantile.

Les MICS et d'autres données produites par l'UNICEF ou avec son soutien sont largement diffusées par le biais de son site Internet de statistiques <www.childinfo.org>. Le site comprend également des bases de données et des rapports analytiques.



Résoudre les problèmes et développer la résilience

En 2012, l'UNICEF a dû faire face à 286 situations d'urgence d'une ampleur variable dans 79 pays, proposant diverses formes d'assistance aux enfants et à leurs familles dans quelques-uns des environnements des plus difficiles au monde.

L'UNICEF a également continué à associer l'action humanitaire aux programmes de développement en renforçant la résilience par le biais de l'autonomisation des communautés, de la consolidation des mécanismes de prestation de services sociaux et des filets de sécurité, et du renforcement des capacités afin de permettre aux communautés de mieux résister aux chocs et de mieux s'en remettre.

Les victimes de la crise

La persistance et l'intensification des conflits armés et de l'insécurité ont continué à accabler les familles touchées par les troubles politiques et civils en Afghanistan, en Colombie, dans l'État de Palestine, au Mali, au Myanmar, au Pakistan, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan, au Soudan du Sud et au Yémen.

La crise syrienne et l'arrivée massive de réfugiés dans les pays limitrophes ont dominé l'actualité médiatique et humanitaire. En 2012, le conflit syrien a touché près de 4 millions d'habitants au niveau national, dont presque la moitié était des enfants. Un million de réfugiés ont également eu besoin d'assistance humanitaire au-delà des frontières. Malgré l'instabilité ambiante, l'UNICEF a notamment agi dans les domaines de l'éducation, de la vaccination et de la protection des enfants, que ce soit en République arabe syrienne ou dans les pays limitrophes.

En collaboration avec ses partenaires, l'UNICEF a prodigué à 79 000 enfants un enseignement continu. L'organisation a également soutenu la vaccination de plus de 1,4 million d'enfants contre la rougeole et apporté un soutien psychosocial à 47 000 enfants. L'UNICEF a également fourni de l'eau potable à plus de 100 000 personnes, que ce soit dans les camps ou au sein des communautés d'accueil, et des fournitures pour l'hiver (notamment des médicaments et des produits non alimentaires) à plus de 263 000 personnes en République arabe syrienne. S'inspirant des enseignements tirés des précédentes catastrophes, l'UNICEF a mis en place une plate-forme d'appui à Amman, en Jordanie, afin de mieux coordonner les interventions infrarégionales en Égypte, en Iraq, en Jordanie, au Liban, en République arabe syrienne et en Turquie.

EN 2012,
PLUS DE
920 000
ENFANTS
DE MOINS DE
5
ANS
ONT ÉTÉ
TRAITÉS POUR
MALNUTRITION
AIGUË SÉVÈRE
DANS LA RÉGION
DU SAHEL.

Pour aider les enfants et les familles touchés par le conflit dans l'État de Palestine, notamment par l'offensive militaire menée à Gaza en novembre, l'UNICEF a fourni des médicaments et des kits d'hygiène, réparé les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement, ainsi que les établissements scolaires, remplacé les fournitures scolaires, fourni des soins psychosociaux et coordonné des évaluations rapides et des initiatives de plaidoyer.

Entre janvier et septembre, les violences perpétrées par les groupes armés non étatiques dans certaines régions de Colombie ont chassé près de 35 000 personnes de leurs foyers, dont 53 pour cent de femmes et de filles. Près de 79 pour cent des personnes déplacées étaient originaires de Cauca, Chocó, Nariño et Putumayo. L'UNICEF a offert des soins complets, des fournitures et des services à plus de 93 000 enfants et adolescents originaires de ces quatre régions administratives.

La course contre la faim

En 2012, les crises alimentaires se sont poursuivies sur tout le continent africain, mettant en péril des millions d'enfants. On estime que 1,1 million d'enfants de moins de 5 ans étaient exposés au risque de malnutrition aiguë sévère dans la région du Sahel en Afrique et que plus de six millions de personnes souffraient de la faim dans le sud de l'Afrique (en Angola, au Lesotho, au Malawi et au Zimbabwe). L'insécurité alimentaire était déjà chronique dans de nombreuses régions d'Afrique, augmentant le risque qu'une situation d'urgence ne débouche sur une crise de grande ampleur.

En 2012, neuf pays du Sahel (le Burkina Faso, le Cameroun, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad) ont connu des crises alimentaires majeures, aggravées par les inondations, le choléra, les déplacements de populations et le conflit au Mali.

Les enseignements tirés des précédentes crises montrent qu'il est essentiel de renforcer la résilience des communautés, mais également de prévenir et d'atténuer les

pires conséquences de nouvelles situations d'urgence. Au Niger, par exemple, les systèmes de base existants ont été mis à contribution pour fournir des services essentiels visant à traiter la malnutrition aiguë sévère.

Au Sahel, l'UNICEF a détecté les signes avant-coureurs d'une crise alimentaire et nutritionnelle fin 2011. En 2012, l'organisation a traité plus de 920 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë sévère dans la région, dépassant de 300 000 le nombre d'enfants traités l'année précédente. Une évaluation semestrielle a permis l'émergence d'approches innovantes, notamment l'élaboration de la stratégie *WASH in Nut* (eau, assainissement, et hygiène dans la nutrition) et la création d'une équipe spéciale sur le retard de croissance chargée de favoriser l'intégration des interventions dans ces domaines d'activité. Un volet psychosocial a été intégré dans les interventions d'urgence mises en place pour répondre à la crise nutritionnelle dans cinq pays de la région du Sahel. Les plates-formes d'approvisionnement infrarégionales mises en place à Accra, au Ghana, et à Douala, au Cameroun, ont permis à l'UNICEF de fournir rapidement des produits essentiels à plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. La valeur des fournitures gérées par les plates-formes est passée de 200 000 dollars en 2011 à près d'un million de dollars en 2012.

En Somalie, l'intervention de l'UNICEF a permis de fournir un traitement thérapeutique à 400 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë, dont 276 000 souffrant de malnutrition aiguë sévère, dépassant les efforts déployés pour lutter contre la famine en 2011. Plus de 266 000 familles ont bénéficié d'une alimentation complémentaire. Dans les régions du Kenya touchées par la sécheresse, 88 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë générale ont bénéficié de programmes d'alimentation complémentaire. En Éthiopie, le soutien de l'UNICEF a permis de traiter près de 328 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Intervenir face aux crises

Il est essentiel d'intervenir rapidement pour éviter d'importantes pertes humaines suite aux phénomènes climatiques extrêmes et aux catastrophes naturelles. En 2012, l'UNICEF a contribué à rétablir l'eau salubre, à distribuer des produits d'hygiène, à traiter la sous-nutrition, à relancer l'enseignement et à protéger les enfants et leurs familles au sein des communautés confrontées à des chocs multiples ou répétés aux quatre coins du monde.

Après le puissant séisme qui a frappé le Guatemala en novembre 2012, endommageant des maisons, des ponts et des écoles, l'UNICEF a pu desservir plus de 91 000 personnes en utilisant trois de ses neuf sites de traitement de l'eau préexistants. L'organisation a également distribué des produits de traitement de l'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les abris et apporté un soutien psychosocial aux enfants souffrant de stress post-traumatique. Après les deux séismes qui ont frappé le nord-ouest de la République islamique d'Iran au mois d'août, l'UNICEF a mis à profit son expertise technique en matière de protection des enfants et de soutien psychosocial, mobilisé un groupe d'agents formés aux interventions d'urgence et aidé le Gouvernement à réaliser une évaluation nutritionnelle.

Au Tadjikistan, où la sous-nutrition chronique infantile est très répandue, l'UNICEF a fourni une supplémentation en micronutriments à 30 000 enfants de 6 à 24 mois et 18 000 femmes enceintes. L'organisation a également aidé le Ministère de la santé à traiter 600 enfants souffrant de malnutrition sévère et à former environ 100 prestataires de soins à la nutrition dans les situations d'urgence.

Pour la troisième année consécutive, le Pakistan a été victime d'inondations qui ont touché près de 5 millions de personnes. Cinq jours après le début de la catastrophe fin septembre, l'UNICEF fournissait chaque jour de l'eau potable à plus de 250 000 personnes dans les provinces du Baloutchistan, du Pendjab et du Sind. Pendant les trois mois les plus critiques,

500 000 personnes ont quotidiennement reçu de l'eau potable.

En 2012, le soutien de l'UNICEF a permis à plus de 18,8 millions de personnes en situation d'urgence humanitaire d'accéder à une eau salubre de bonne qualité à travers le monde. Aux Philippines, l'UNICEF a continué à faire face aux conséquences de la tempête tropicale Washi, qui avait inondé une partie de la région de Mindanao du Nord en décembre 2011. L'organisation a ainsi permis à 193 000 personnes d'accéder à une quantité suffisante d'eau propre et potable. L'intervention de l'UNICEF suite au typhon Bopha en décembre 2012 a permis la distribution de 45 000 kits de traitement de l'eau et d'hygiène et la création de 39 sites de stockage de l'eau, desservant plus de 113 000 personnes. Fin 2012, l'UNICEF a aidé le Gouvernement à évaluer les dommages liés au typhon. L'organisation a également entrepris de rétablir les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'éducation, de nutrition et de protection des enfants.

L'UNICEF reste un partenaire fidèle pour les pays qui ont dû faire face à des situations d'urgence humanitaire continues. Confronté à une crise nutritionnelle de longue durée, le Mali a vu sa situation précaire se détériorer lorsque le pays est entré en conflit armé. Plus de 2,8 millions de personnes ont été touchées, notamment 560 461 enfants d'âge scolaire. En 2012, quelque 350 000 personnes originaires du nord du Mali ont quitté leurs foyers pour se réfugier dans le sud ou dans les pays voisins. Ces déplacements ont mis à rude épreuve des services déjà débordés dans des domaines tels que l'éducation, l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la nutrition ou la santé.

L'UNICEF et ses partenaires ont permis à plus de 15 000 enfants d'âge scolaire et adolescents déplacés d'accéder à une éducation formelle ou informelle de base. Au total, 557 482 personnes ont reçu du savon, ainsi que des produits de traitement de l'eau, d'assainissement et d'hygiène. En outre, une campagne de prévention et d'intervention a été lancée avant la saison du choléra, contribuant à contenir la maladie.

Grâce au soutien de l'UNICEF, plus de 18,8 millions de personnes en situation d'urgence humanitaire ont pu accéder à une eau salubre de bonne qualité en 2012.



ONAC

MAP PAT

PAP

MAP

Des partenariats stratégiques

Dans un contexte de développement caractérisé par l'incertitude budgétaire, des crises humanitaires complexes et le rapprochement de la date butoir pour la réalisation des OMD, l'UNICEF et ses partenaires ont dû unir leurs efforts et mettre en place des stratégies transversales dynamiques en 2012.

Pour répondre à cette exigence et mettre en place des alliances solides, l'UNICEF a élargi son Cadre stratégique relatif aux relations de partenariat et de collaboration de 2009 afin de favoriser une approche volontariste concernant l'élaboration, le renforcement et la gestion d'initiatives conjointes. (Voir l'encadré 3 à la page 24). Que l'UNICEF s'associe aux communautés locales ou à des organisations multilatérales, l'objectif est d'améliorer efficacement la situation de tous les enfants, en particulier les plus défavorisés.

Partenariats nationaux et régionaux

Au niveau des pays, la collaboration doit être axée sur l'appropriation nationale et sur des plans de développement visant à garantir la pérennité et l'ampleur appropriée des projets. Prenons l'exemple de *La Muralla Soy Yo* (Je suis le mur) à Carthagène, en Colombie. Cette alliance de partenaires engagés, comprenant des entreprises touristiques privées, a identifié et protégé des enfants et des adolescents de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Mi-2012, plus de 80 affaires avaient été portées devant la justice, pour la plupart par des opérateurs touristiques.

Au Bangladesh, suite au recensement national de la population et des logements de 2011, un partenariat tripartite comprenant l'Institut d'études sur le développement du Bangladesh, le Bureau de statistique et l'UNICEF a entrepris de cartographier l'équité entre les enfants et d'identifier les « foyers de pauvreté » afin de plaider pour des politiques en faveur des enfants les plus défavorisés de la nation. Au Viet Nam, une coalition dynamique de divers partenaires a obtenu un congé maternité rémunéré de six mois pour les femmes et une interdiction totale de la publicité sur les substituts du lait maternel pour les enfants âgés de moins de 2 ans.

En juillet 2012, avec le soutien de l'UNICEF, le Gouvernement brésilien a signé un Protocole national sur la protection des enfants dans les situations d'urgence, qui traite de la préparation, d'intervention et du relèvement au sein de différents secteurs et mécanismes de mise en œuvre aux niveaux local, étatique et national. Le jour suivant la signature du Protocole, l'UNICEF et le Gouvernement ont signé un protocole d'accord en vue de son application effective.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'UNICEF collabore avec la Ligue des États arabes dans le domaine de la protection des enfants, en particulier ceux qui vivent dans des zones de conflit. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) a rejoint ce partenariat afin de mettre l'accent sur l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et sur la prévention chez les jeunes. En outre, l'UNICEF a élargi ses partenariats avec les États du Golfe afin de soutenir des initiatives mondiales telles que l'éradication de la poliomyélite, la vaccination ou la prise en charge des enfants non scolarisés.

Les partenariats de l'UNICEF comprennent de plus en plus de coopérations Sud-Sud ou de coopérations triangulaires dans le cadre desquelles des pays du Nord ou des organisations multilatérales collaborent à des partenariats dirigés par des pays du Sud. En 2012, l'UNICEF a arbitré un accord entre les Gouvernements du Mexique et du Maroc favorisant le partage d'expériences et de connaissances afin de mesurer les inégalités entre les enfants et

d'étayer les décisions politiques. En 2012, l'UNICEF a également facilité un échange entre l'Afrique du Sud et la Thaïlande, mettant en lumière les allocations pour enfants créées et gérées avec succès par l'Afrique du Sud, ainsi que le système de sécurité sociale et d'autres mécanismes visant à réduire la pauvreté des enfants. La Thaïlande peut donc affiner ces approches, puis les appliquer à son propre contexte de développement.

Réunions de haut niveau

Les partenariats ont un impact sur le rôle de chef de file et la participation de l'UNICEF aux réunions de haut niveau. La grande conférence ministérielle organisée en 2012 à Sofia par le Gouvernement bulgare et l'UNICEF avait pour objectif de sensibiliser l'Europe centrale et orientale et la Communauté d'États indépendants (ECO/CEI) à la nécessité d'un environnement familial protecteur pour tous les enfants. Au total, 20 gouvernements se sont engagés à réduire le nombre de nourrissons abandonnés à la naissance et le

Encadré 3 Partenariats en faveur des enfants

Depuis toujours, l'UNICEF agit en faveur des enfants en collaborant avec un large éventail d'acteurs, notamment des gouvernements, des organisations multilatérales, des organisations de la société civile, des organismes privés et des partenaires de programme internationaux.

En 2012, l'UNICEF a élargi son Cadre stratégique relatif aux relations de partenariat et de collaboration, sur la base d'une étude des interventions mises en œuvre depuis 2009 et en tenant compte de l'évolution du contexte de développement, qui influence les modalités d'action.

Mettant en lumière de nouvelles possibilités et de nouveaux enjeux, cette étude décrit trois approches prioritaires pour garantir l'efficacité des partenariats : définir la contribution des partenariats aux résultats, investir de manière stratégique dans des partenariats multipartites et renforcer la capacité de partenariat de l'UNICEF. Elle cite de nombreux exemples de réussites obtenues grâce aux partenariats mis en place par l'UNICEF ces dernières années, notamment l'élimination du tétanos maternel et néonatal dans 25 pays grâce à un réseau de partenariat mondial, l'abandon des mutilations génitales féminines/ de l'excision dans des villages de 15 pays par le biais de partenariats nationaux et la scolarisation de 19 millions d'enfants grâce au Partenariat mondial pour l'éducation.

nombre d'enfants de moins de 3 ans placés dans des établissements, et à accroître le nombre d'enfants handicapés pris en charge par leurs familles.

Par ailleurs, l'UNICEF a joué un rôle crucial lors du Forum des partenaires de l'Alliance GAVI qui s'est tenu du 5 au 7 décembre 2012 à Dar es Salam, en République-Unie de Tanzanie. Plus de 650 responsables sanitaires et gouvernementaux venus du monde entier ont examiné les moyens d'accélérer les résultats, d'améliorer la pérennité et de favoriser l'équité dans le domaine de la vaccination. L'UNICEF a joué un rôle central dans la mise en œuvre des programmes de vaccination soutenus par l'Alliance GAVI, contribuant à faire baisser de 68 pour cent le prix des vaccins contre l'hépatite B entre 2000 et 2012.

En avril, l'UNICEF a organisé la deuxième Réunion de haut niveau sur l'assainissement et l'eau pour tous au siège de la Banque mondiale à Washington; plus de 40 ministres ont répondu à l'appel. Lors de cette réunion, 35 pays se sont engagés à permettre à plus de 300 millions de personnes d'accéder à des services d'assainissement durables et à plus de 220 millions de personnes d'accéder à l'eau potable d'ici 2015.

En tant que co-parrain actif de l'ONUSIDA, l'UNICEF est un acteur clé de la mise en œuvre du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA, coordonnant les efforts des Nations Unies en faveur de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, des traitements pédiatriques contre le SIDA, de la protection des enfants touchés par le SIDA et de la prévention du VIH chez les adolescents. De plus, l'UNICEF et ses partenaires travaillent en étroite collaboration avec le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme; à ce jour, ils ont collecté près de 200 millions de dollars de subventions visant à éliminer les nouvelles infections par le VIH chez les enfants à l'horizon 2015 et à maintenir leurs mères en vie.

L'union fait la force

De nombreux partenariats mondiaux visent à intensifier les interventions basées sur des données probantes et à élargir les services aux régions isolées. Ainsi, l'UNICEF a soutenu l'élargissement des mesures collectives d'assainissement total, qui sont désormais mises en œuvre par 54 bureaux de pays. De ce fait, plus de 24 millions de personnes vivent dans des communautés où la défécation à l'air libre ne constitue plus un risque pour la santé.

Créée par l'UNICEF et l'UNFPA en mars 2012, la Commission des Nations Unies sur les produits d'importance vitale pour les femmes et les enfants est un excellent exemple de mise en relation de l'expertise avec les objectifs des partenariats. Dans le cadre de l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies intitulée *Toutes les femmes, tous les enfants*, cette Commission cherche à développer des interventions sanitaires efficaces et peu coûteuses en faveur des femmes en âge de procréer et des enfants de moins de 5 ans.

Dans le cadre du mouvement *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée*, qui dépend de la même initiative, l'UNICEF collabore avec des gouvernements, des partenaires de la société civile, d'autres institutions des Nations Unies et des organismes privés pour améliorer la prise en charge des enfants difficiles à atteindre en suivant et en analysant l'évolution mondiale des stratégies de survie de l'enfant. (Voir l'encadré 4 à la page 26.)

En septembre, l'UNICEF a participé au lancement du Partenariat mondial sur les enfants handicapés. Regroupant plus de 100 ONG nationales et internationales, gouvernements, universitaires et organisations représentatives des personnes handicapées, ce réseau a pour objectif d'intégrer la question du handicap dans les programmes axés sur les enfants dans les domaines de la nutrition, de l'éducation, des efforts humanitaires et des technologies d'assistance.

Grâce au soutien de l'UNICEF, plus de 24 millions de personnes vivent dans des communautés où la défécation à l'air libre ne constitue plus un risque pour la santé.

Encadré 4 Passer de l'engagement à l'action pour sauver de jeunes vies

Le nombre de décès d'enfants de moins de 5 ans dans le monde est passé d'environ 12 millions en 1990 à environ 6,9 millions en 2011. Cette diminution sur 20 ans montre l'impact que peuvent avoir des interventions efficaces en faveur de la survie de l'enfant, un financement adéquat et durable, et une solide volonté politique associée à des mesures de prévention. Il reste cependant beaucoup à faire pour éviter les quelque 19 000 décès d'enfants de moins de 5 ans qui continuent à survenir chaque jour.

En juin 2012, l'UNICEF s'est associé aux Gouvernements des États-Unis, de l'Éthiopie et de l'Inde pour lancer le mouvement *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée*. Ce mouvement d'ampleur mondiale vise à mettre fin aux décès d'enfants évitables. Au cours des six mois qui ont suivi, les représentants de 168 gouvernements et plus de 400 organisations de la société civile et organisations confessionnelles se sont engagés à redoubler d'efforts pour sauver chaque enfant d'un décès évitable.

Le mouvement *Une promesse renouvelée* a vu le jour suite à l'Appel à l'action pour la survie de l'enfant. Organisé à Washington, cet événement a rassemblé plus de 700 représentants de gouvernements, de la société civile et du secteur privé originaires de 80 pays souhaitant relever le défi considérable, mais surmontable, qui consiste à accélérer la réduction du nombre de décès d'enfants évitables.

Avec le soutien de l'UNICEF et d'autres partenaires, les gouvernements participants donnent l'exemple en affinant leurs plans sanitaires nationaux et en définissant des objectifs mesurables. Par exemple :

- En Mongolie, le Gouvernement a créé un groupe de travail sur la santé maternelle, néonatale et infantile. Il continue à mettre en œuvre la stratégie Atteindre chaque district, qui a contribué à réduire le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dans les régions les plus défavorisées du pays entre 2010 et 2012.
- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les gouvernements de 16 pays se sont engagés à tout faire pour mettre fin aux décès d'enfants évitables. Le mouvement *Une promesse renouvelée* a été mis en relation avec une initiative conjointe de l'OMS, de l'UNFPA et de l'UNICEF et une réunion de haut niveau sur le thème « Sauver la vie des mères et des enfants ». Organisée en janvier 2013, cette réunion a abouti à la Déclaration de Dubaï, qui a été adoptée par 22 pays.
- Dans la région ECO/CEI, un nouveau partenariat régional a apporté un soutien coordonné au mouvement *Une promesse renouvelée*, à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies intitulée *Toutes les femmes, tous les enfants* et à la nouvelle stratégie régionale Santé 2020.

Le mouvement *Une promesse renouvelée* soutient la réalisation des objectifs de l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies intitulée *Toutes les femmes, tous les enfants*; il s'agit de l'un des piliers de mise en œuvre de cette initiative. L'UNICEF a créé un secrétariat chargé de coordonner le mouvement *Une promesse renouvelée* et ses réseaux.

FIN
2012,
168
GOUVERNEMENTS
ET PLUS DE
400
ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
ET ORGANISATIONS
CONFESSIONNELLES
AVAIENT REJOINT
LE MOUVEMENT
UNE PROMESSE
RENOUVELÉE.

Parallèlement à l'émergence de nouveaux partenariats mondiaux en 2012, les alliances existantes ont été élargies et renforcées. L'UNICEF a ainsi poursuivi son rôle décisif au sein de l'initiative SUN, du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme, de l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, du Partenariat sur l'assainissement et l'eau pour tous et du Partenariat mondial pour l'éducation.

En 2012, l'UNICEF a bénéficié du soutien d'organisations internationales telles que l'Union interparlementaire (UIP) et de groupes de la société civile tels que le Comité des ONG auprès de l'UNICEF. Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF, a prononcé une allocution clé sur l'urgence sanitaire silencieuse que constitue le retard de croissance, lors de la séance plénière de l'Assemblée annuelle de l'UIP à Kampala, en Ouganda, en avril.

Des organisations confessionnelles ont travaillé avec l'UNICEF sur plusieurs événements clés, notamment la Journée mondiale de prière et d'action pour les enfants de 2012, qui était axée sur la

protection des enfants contre la violence, la lutte contre le mariage d'enfants et la promotion de l'équité, de la discipline non violente et de l'enregistrement des naissances. Fort de ses relations de longue date et de sa collaboration étroite avec les chefs religieux, l'UNICEF a convaincu plus de 200 organisations interconfessionnelles à participer au mouvement *S'engager pour la survie de l'enfant : une promesse renouvelée.*

Comités nationaux de l'UNICEF

Caractéristique unique, l'UNICEF comprend 36 comités nationaux : des ONG locales indépendantes qui mobilisent des fonds et plaident en faveur des droits de l'enfant. Les efforts conjoints de ces comités ont contribué à la réussite de la campagne « 3 in 3 » (3 en 3) de l'UNICEF, qui consistait à recruter trois millions de contributeurs actifs sur une période de trois ans. Cet objectif a d'ailleurs été atteint six mois avant la date butoir du 31 décembre 2012. Les comités nationaux ont également contribué à une recette record de 555 millions de dollars de contributions en 2012.

Comités nationaux de l'UNICEF

Comité allemand pour l'UNICEF	Comité national hellénique pour l'UNICEF	Comité national néo-zélandais pour l'UNICEF
Comité d'Andorre pour l'UNICEF	Comité de Hong Kong pour l'UNICEF	Comité norvégien pour l'UNICEF
Comité australien pour l'UNICEF	Comité national hongrois pour l'UNICEF	Comité national polonais pour l'UNICEF
Comité autrichien pour l'UNICEF	UNICEF Irlande	Comité portugais pour l'UNICEF
Comité belge pour l'UNICEF	Comité national islandais pour l'UNICEF	Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF
Comité canadien pour l'UNICEF	Fonds israélien pour l'UNICEF	Comité national de Saint-Marin pour l'UNICEF
Comité coréen pour l'UNICEF	Comité italien pour l'UNICEF	Comité slovaque pour l'UNICEF
Comité danois pour l'UNICEF	Comité japonais pour l'UNICEF	Comité slovène pour l'UNICEF
Comité espagnol pour l'UNICEF	Comité national lituanien pour l'UNICEF	Comité suédois pour l'UNICEF
Comité national estonien pour l'UNICEF	Comité luxembourgeois pour l'UNICEF	Comité suisse pour l'UNICEF
Fonds des États-Unis pour l'UNICEF	Comité néerlandais pour l'UNICEF	Comité tchèque pour l'UNICEF
Comité finlandais pour l'UNICEF		Comité national turc pour l'UNICEF
Comité français pour l'UNICEF		

AMBASSADEURS ITINÉRANTS INTERNATIONAUX

Lord Richard Attenborough
(Royaume-Uni)

Amitabh Bachchan (Inde)

Ishmael Beah
(Sierra Leone), défenseur
des enfants affectés par
la guerre

David Beckham
(Royaume-Uni)

Harry Belafonte
(États-Unis)

Orlando Bloom
(Royaume-Uni)

Jackie Chan (Hong Kong,
Chine)

Myung-Whun Chung
(République de Corée)

Judy Collins (États-Unis)

Mia Farrow (États-Unis)

Danny Glover (États-Unis)

Whoopi Goldberg
(États-Unis)

Maria Guleghina (Ukraine)

Angélique Kidjo (Bénin)

Yuna Kim
(République de Corée)

Tetsuko Kuroyanagi
(Japon)

Femi Kuti (Nigéria)

Leon Lai (Hong Kong,
Chine)

Lang Lang (Chine)

Ricky Martin (Porto Rico,
États-Unis)

Shakira Mebarak
(Colombie)

Leo Messi (Argentine)

Sir Roger Moore
(Royaume-Uni)

Nana Mouskouri (Grèce)

Liam Neeson (Irlande)

Berliner Philharmoniker
(Allemagne)

Sa Majesté la Reine Rania
(Jordanie), éminent
défenseur des enfants

Vanessa Redgrave
(Royaume-Uni)

Sebastião Salgado (Brésil)

Susan Sarandon
(États-Unis)

Maxim Vengerov
(Fédération de Russie)

Serena Williams
(États-Unis)

Ils ont joué un rôle crucial, mobilisant près du tiers des recettes de l'organisation provenant de contributions privées. Les SMS surtaxés ont joué un rôle important, permettant aux particuliers de faire des dons à l'UNICEF via leur téléphone portable. De nombreux comités nationaux (notamment au Danemark, en Espagne, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et en Suède) ont utilisé les SMS surtaxés de manière innovante. En Espagne, par exemple, la campagne *Dona 1 día* (Donne un jour) permet aux donateurs de financer l'équivalent d'une journée d'aliments thérapeutiques pour les enfants souffrant de sous-nutrition.

De nombreux comités nationaux ont surveillé la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant dans leurs pays, puis ont fait part de leurs conclusions au Comité des droits de l'enfant. En 2012, la campagne « À l'écoute » a permis au comité canadien de l'UNICEF de sensibiliser le grand public aux droits de l'enfant et aux progrès accomplis dans la réalisation des engagements pris par le Canada au titre de cette Convention. Le comité a invité la population à suivre les débats en direct, à participer à un blog parallèle et à contacter les députés.

En Europe, plusieurs comités nationaux (notamment en Allemagne, en Belgique, en Espagne, en Grèce, en Irlande, en Italie, au Portugal et au Royaume-Uni) se sont associés à l'UNICEF pour plaider en faveur d'une Recommandation européenne sur la pauvreté des enfants dépassant les aspects financiers associés et garantissant des compléments de revenus adéquats, l'accès à des services de qualité et la participation des enfants. Les comités nationaux ont œuvré pour renforcer la volonté politique des décideurs et des représentants des États membres de l'UE sur la base des données probantes et des analyses politiques fournies par l'UNICEF.

Ambassadeurs itinérants

En 2012, 32 ambassadeurs internationaux, 14 ambassadeurs régionaux et plus de 200 ambassadeurs nationaux ont défendu

sans relâche le travail de l'UNICEF. Ces défenseurs des enfants ont participé à des visites de terrain, des conférences, des actions sur les médias sociaux et des messages d'intérêt public.

En février, Mia Farrow a participé au tout premier *Google Plus Hangout* (discussion par webcam), communiquant en ligne avec le grand public et le personnel de l'UNICEF à travers le monde. Cet événement a été organisé dans le cadre de ses visites en République démocratique du Congo et au Tchad, qui étaient axées sur l'éradication de la poliomyélite, la prévention de l'enrôlement des enfants dans les forces ou groupes armés et la prévention de la violence sexuelle à l'égard des enfants. D'autres personnalités comme Ishmael Beah, David Beckham, Jackie Chan, Danny Glover, Angélique Kidjo, Yuna Kim, Lang Lang, Ricky Martin, Leo Messi, Sir Roger Moore, Shakira Mebarak ou Serena Williams ont également utilisé les médias sociaux pour mettre en lumière les problèmes rencontrés par les enfants vivant en milieu urbain. Ce thème est également le sujet du rapport phare de l'UNICEF, *La Situation des enfants dans le monde 2012*, dont la publication a suscité un intérêt sans précédent à l'échelle mondiale.

Sa Majesté la Reine Rania, éminent défenseur des enfants pour l'UNICEF, a participé à une table ronde à l'occasion du lancement de l'Initiative mondiale pour l'Éducation avant tout au Siège des Nations Unies à New York. Afin de marquer son soutien aux actions menées par l'UNICEF dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, Lenny Kravitz, artiste récompensé aux Grammy Awards, a publié des messages sur Twitter et Facebook, ainsi qu'une rubrique sur un réseau détenu par CNN, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau en mars 2012. Orlando Bloom, célèbre acteur et comédien britannique, s'est rendu en Afrique du Sud en tant qu'Ambassadeur itinérant pour l'UNICEF afin de promouvoir la protection des enfants et l'engagement des jeunes.

Engagée depuis peu auprès de l'UNICEF, la chanteuse Lady Gaga s'est rendue au Pérou

et en Afrique du Sud en 2012 afin d'attirer l'attention de tous sur l'importance d'une éducation de qualité et d'un environnement sûr pour les enfants et leurs familles.

Responsabilité sociale

De nombreuses entreprises se servent de leur notoriété pour faire progresser la cause des enfants. Afin d'aider les entreprises à assumer leur responsabilité sociale, l'UNICEF a mené un processus de consultation à grande échelle avec le Pacte mondial des Nations Unies et Save the Children, qui a conduit à la publication des Principes régissant les entreprises dans le domaine des droits de l'enfant en 2012. Ces Principes identifient les mesures que les entreprises doivent prendre pour respecter les droits de l'enfant sur le lieu de travail, sur les marchés et au sein des communautés. L'UNICEF a également mis au point des outils visant à aider les entreprises à mettre en œuvre ces Principes, notamment une liste de contrôle des droits de l'enfant, un manuel intitulé « Les enfants sont l'affaire de tous » et des directives de compte-rendu sur les droits de l'enfant.

En 2012, les contributions du secteur privé ont atteint 1 261 millions de dollars, dont une grande partie collectée par les comités nationaux de l'UNICEF et les bureaux de pays auprès de donateurs individuels, d'entreprises et de fondations. Grâce à la générosité de ses passagers, la compagnie aérienne britannique easyJet a collecté plus d'un million de livres Sterling dans le cadre de son programme Change for Good pour les enfants en l'espace de six mois. L'entreprise japonaise de conception, de confection et de distribution de vêtements UNIQLO et le joueur de tennis professionnel Novak Djokovic ont mobilisé un important soutien autour des programmes d'éducation de l'UNICEF grâce au projet *Clothes for Smiles* (Vêtements pour des sourires).

Dans le même temps, une approche intégrée axée sur le long terme a permis de renforcer les alliances avec les principales entreprises partenaires existantes en 2012. Parmi ces précieux partenaires figurent ING, Futbol Club Barcelona, Gucci, H&M,



IKEA, Mont Blanc et Pampers. Par ailleurs, l'UNICEF et la Fondation IKEA collaborent depuis plus de 10 ans. Les efforts déployés par ce partenariat en vue de promouvoir les droits de l'enfant et s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants ont permis d'améliorer la vie de plus de 74 millions d'enfants en Inde. Havaianas a célébré son 50^e anniversaire avec une édition limitée de sandales; la totalité des bénéfices ont été reversés à l'UNICEF Brésil, pour un montant d'environ 350 000 dollars.

Les médias sociaux aident l'UNICEF et ses nombreux partenaires à mobiliser des fonds et à sensibiliser aux problèmes des enfants. Grâce à ses plateformes mondiales sur Facebook, Twitter et YouTube, et à sa présence sur les médias sociaux dans plusieurs pays, l'UNICEF tient le monde informé des besoins urgents des enfants. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012, la présence de l'UNICEF sur sa plateforme Twitter a plus que doublé, passant de 707 000 à près de 1,5 million d'abonnés. L'UNICEF a attiré plus d'un million de nouveaux fans sur Facebook en 2012, terminant l'année avec 2,3 millions d'abonnés. Toujours en 2012, les chaînes de l'UNICEF sur YouTube ont dépassé 3,5 millions de vues et 20 000 nouveaux abonnés, avec des vidéos en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol et en français. L'UNICEF Chine dispose de comptes officiels sur les deux plates-formes de microblogage les plus populaires, attirant plus de deux millions d'abonnés et près de 1,4 million de vues sur la plate-forme vidéo Youku.



Nouvelles stratégies, meilleure gouvernance

L'UNICEF a surmonté les difficultés économiques de 2012 en optimisant ses ressources. L'organisation a simplifié la prise de décisions, tiré profit de l'innovation, renforcé le suivi des programmes et élargi ses partenariats.

Continuant à militer pour une transparence et une responsabilité accrues, l'UNICEF a signé l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) en avril 2012, décidant par là-même de publier tous ses rapports d'audit interne et rapports annuels de programmes et plus d'informations financières.

Des améliorations stratégiques sur le plan opérationnel ont permis de réaliser de considérables économies. Parmi les mesures de réduction des coûts de déplacement, il convient de souligner la collaboration avec une nouvelle agence de voyage, l'intégration du traitement des voyageurs, des déplacements et des visas, la planification de voyages partagés dans certains pays et la promotion des vidéoconférences et téléconférences dans tous les bureaux. Le fait de permettre aux voyageurs de choisir des itinéraires et des classes de service économiques a permis d'économiser plus de 500 000 dollars sur le seul montant des billets en 2012. L'utilisation de PaperSmart (portail en ligne fournissant un accès sécurisé aux documents et à l'information concernant certaines réunions), de technologies numériques et de services d'impression à la demande a permis à l'UNICEF de réaliser d'importantes économies et de réduire son empreinte carbone en évitant toute impression inutile.

Créé par le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF grâce aux contributions de fondations, d'entreprises, d'institutions financières et de philanthropes, le Fonds de garantie est une réserve de trésorerie qui réduit l'écart entre le besoin en fournitures et les financements disponibles. Tout en veillant à ce que les enfants reçoivent rapidement les fournitures essentielles, ce fonds permet d'obtenir de meilleurs prix et de réduire les coûts de transport. En 2012, ce compte a permis de répondre à la crise alimentaire au Sahel et de financer l'achat de bureaux et de kits d'apprentissage de la lecture pour 30 000 enfants du Mozambique. À la fin de l'année, une garantie de 17 millions de dollars fournie par le Fonds de garantie devait permettre d'économiser 10 millions de dollars sur le prix des vaccins oraux contre la poliomyélite.

L'UNICEF a consolidé les services de recherche et la gestion des connaissances dans un seul bureau à Florence, en Italie. Par ailleurs, le Comité permanent sur les politiques et la recherche, créé en 2012, a pour objectif de favoriser la coordination et la promotion des données probantes dans les programmes et politiques de l'UNICEF.

Des évaluations ont permis d'affiner les stratégies et de mesurer l'efficacité des innovations. En 2012, l'UNICEF a entrepris une vaste évaluation de la protection des enfants

LA VALEUR TOTALE
DES
FOURNITURES
ET SERVICES
FINANCÉS
PAR L'UNICEF
A DÉPASSÉ
2,4
MILLIARDS
DE DOLLARS
EN 2012.

dans les situations d'urgence. En outre, l'UNICEF a diffusé une méta-analyse mondiale regroupant 52 évaluations de ses programmes de protection des enfants et débuté, avec l'UNFPA, une étude concernant leur Programme conjoint sur les mutilations génitales féminines/l'excision. L'UNICEF a également compilé et diffusé les enseignements tirés de son intervention dans la Corne de l'Afrique, ainsi que des évaluations indépendantes en temps réel au Sahel.

Les audits ont permis d'examiner une grande partie des activités, bureaux et fonctions de l'UNICEF. En 2012, les vérificateurs internes de l'UNICEF ont rédigé 29 rapports d'audit et rapports consultatifs. Les 236 recommandations qui en résultent concernent la gouvernance, la gestion des programmes et l'appui administratif et opérationnel dans les bureaux de pays et d'autres secteurs.

Parmi les faiblesses identifiées figurent la séparation des tâches de gestion financière, les délais de transfert de fonds et de livraison de fournitures aux partenaires de mise en œuvre et la gestion des avoirs. Les équipes d'audit ont étudié les actions correctives à mettre en place avec les différents bureaux. Tous les rapports d'audit interne publiés après le 30 septembre 2012 sont disponibles sur : <www.unicef.org/auditandinvestigation/index_65755.html>.

En coulisse

Les opérations de gestion et de fonctionnement continuent à jouer un rôle discret, mais crucial, dans la mission de l'UNICEF.

La valeur totale des fournitures et services a dépassé 2,4 milliards de dollars en 2012, dont plus d'un demi-milliard consacré aux services. Différentes stratégies visant à améliorer la stabilité des marchés, la disponibilité des produits et leur accessibilité ont permis à l'UNICEF d'obtenir des baisses de prix.

Des contractions stratégiques, des mesures de financement spécifiques, l'amélioration des prévisions, le repositionnement des fournitures et la normalisation des caractéristiques des produits ont permis de faire baisser le prix ou de réduire les coûts de transport de plusieurs produits,

notamment les vaccins, les médicaments antirétroviraux, les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi et les abris d'urgence. Parmi les partenariats les plus significatifs figurent ceux qui ont été conclus avec l'Alliance GAVI, la Fondation Bill & Melinda Gates et le Fonds des États-Unis pour l'UNICEF.

Les plates-formes d'approvisionnement temporaires mises en place à Amman, en Jordanie, et à Mersin, en Turquie, ont permis d'accélérer les livraisons au Moyen-Orient/Afrique du Nord.

Partout dans le monde, l'UNICEF peut compter sur un personnel dévoué, recruté pour son expertise et sa passion. Fin 2012, l'UNICEF comptait environ 11 500 employés, dont 87 pour cent travaillant dans les bureaux de pays et les bureaux régionaux et 13 pour cent travaillant au Siège. L'organisation continue à utiliser son système de recrutement en ligne (e-Recrutement). Associé à des processus de recrutement innovants, tels que les groupes de talents, ce système a permis de faire passer le délai de recrutement des professionnels internationaux de 137 jours en 2008 à une moyenne de 99 jours en 2012. Regroupant des candidats ayant déjà fait l'objet d'une évaluation dans le même secteur et au même niveau fonctionnel, les groupes de talents permettent aux bureaux de recrutement de procéder à une sélection directe.

Les pratiques de recrutement de l'UNICEF sont basées sur le principe de l'égalité des sexes et de la diversité. Fin 2012, les femmes représentaient 48 pour cent des effectifs. Le recrutement de professionnels internationaux par les pays de programme a augmenté, atteignant 52 pour cent.

La dotation en personnel des interventions humanitaires représente une large part des fonctions de l'UNICEF liées aux ressources humaines. En 2012, l'UNICEF a déployé en urgence 481 agents humanitaires, dont 62 pour cent pour réagir à la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel et aux conflits au Mali et en République arabe syrienne. Les équipes d'intervention d'urgence de l'UNICEF se sont tenues prêtes à se déployer rapidement.

Par ailleurs, l'UNICEF a participé à la rédaction des recommandations du programme de transformation du Comité permanent interorganisations, en particulier à la définition des protocoles de riposte systémique en cas de crise humanitaire soudaine de grande ampleur (niveau 3), ainsi qu'à l'amélioration du cycle de programmation humanitaire, du processus d'activation et de désactivation des groupes sectoriels et du suivi des résultats.

Le bien-être de l'ensemble du personnel est primordial. Les agents intervenant dans des situations d'urgence humanitaire bénéficient d'ailleurs de services visant à soulager leur stress psychologique et physique. Au total, en 2012, les agents déployés dans des pays tels que l'Afghanistan, le Kenya, la République arabe syrienne ou la République démocratique du Congo, ont bénéficié de 231 consultations.

Ressources

L'UNICEF dépend de la générosité et de l'engagement des donateurs, publics ou privés, pour aider les enfants. Ses recettes proviennent essentiellement de deux sources de financement : les ressources ordinaires sans restriction et les autres ressources, qui sont réservées à des thèmes de programmation spécifiques.

Les ressources ordinaires ont été cruciales, car elles ont permis à l'organisation de répondre aux problèmes les plus urgents des enfants et de leurs familles. Ainsi, l'UNICEF a pu maintenir sa présence mondiale, mettre en œuvre les grandes priorités de son plan stratégique à moyen terme et réagir rapidement aux changements de situations et aux enjeux émergents.

Grâce aux ressources ordinaires, l'organisation a pu plaider en faveur des droits de l'enfant dans toutes les régions du monde et investir dans des projets susceptibles d'être élargis à un plus grand nombre d'enfants. Assurant un financement continu et prévisible, ces fonds sans restriction renforcent la notion d'équité, car ils permettent à l'organisation de réaffecter des fonds pour pallier les déficits de financement et

prendre en charge les communautés les plus marginalisées et les plus vulnérables.

Les ressources ordinaires ont permis à l'UNICEF de saisir les occasions qui se sont présentées, que ce soit dans les environnements politiques en constante évolution ou dans les contextes humanitaires émergents. La riposte décisive de l'UNICEF dans des pays tels que le Soudan du Sud ou le Yémen a souligné le caractère indispensable des ressources ordinaires, qui offrent la flexibilité nécessaire pour répondre aux besoins les plus urgents.

Les autres ressources, ou fonds communs d'affectation spéciale à des thèmes ou des situations d'urgence spécifiques, arrivent au second rang des préférences, car elles sont affectées à des programmes spécifiques, que ce soit au niveau mondial, régional ou national. L'organisation s'inquiète cependant du fait que les autres ressources continuent à augmenter nettement plus vite que les ressources ordinaires et que les financements deviennent de plus en plus limités dans le cadre des autres ressources.

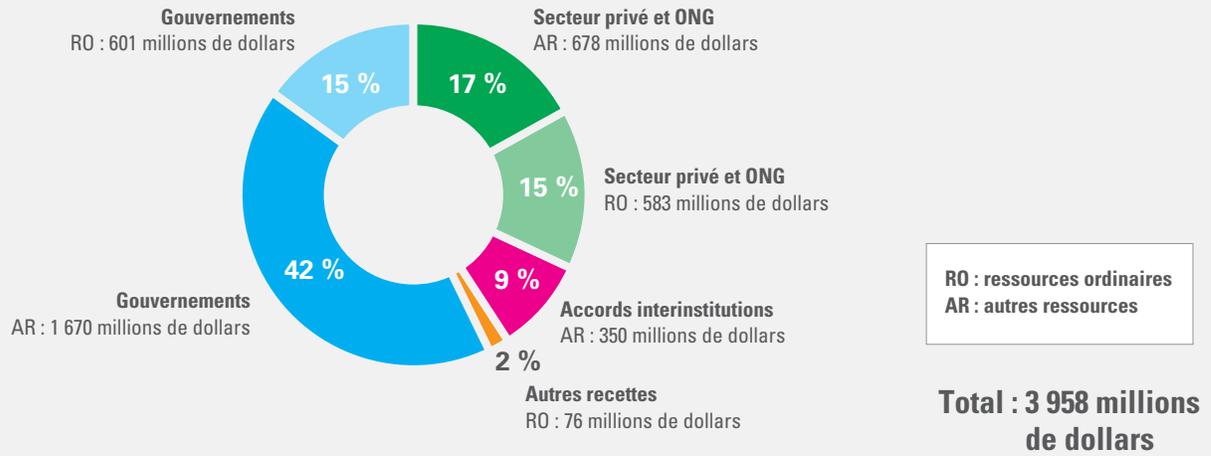
En 2012, les recettes de l'UNICEF ont été reconnues conformes aux normes IPSAS. Le passage des normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) ne permet pas de comparaison significative entre les chiffres de 2012 et ceux des années précédentes, car les données historiques n'ont pas pu être recalculées. Le total des recettes s'élevait à 3 958 millions de dollars en 2012, dont 1 260 millions de dollars de ressources ordinaires (32 pour cent des recettes globales) et 2 698 millions de dollars provenant d'autres sources (68 pour cent des recettes globales). Sur ce dernier montant, le total des financements thématiques flexibles s'élevait à 287 millions de dollars, soulignant la volonté persistante des donateurs d'affecter leur aide à des projets spécifiques de l'UNICEF.

L'incertitude économique mondiale restant de mise, l'UNICEF doit continuer à gérer judicieusement ses fonds pour protéger et soigner la ressource la plus précieuse au monde : les enfants.

EN 2012,
L'UNICEF
A DÉPLOYÉ
EN URGENCE
481
AGENTS
HUMANITAIRES,
DONT
62 POUR CENT
POUR RÉPONDRE
AUX CRISES
AU SAHEL,
AU MALI
ET EN
RÉPUBLIQUE
ARABE
SYRIENNE.

Figure 3

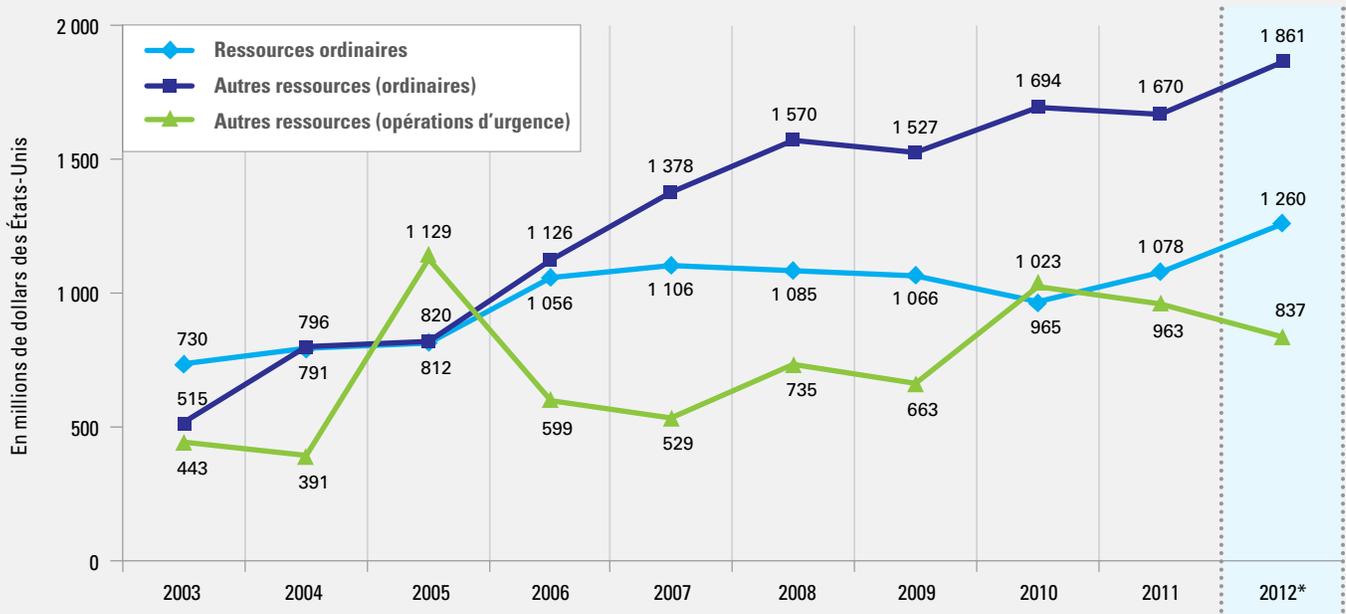
Total des recettes de l'UNICEF par provenance et par type de financement en 2012* (en dollars des États-Unis)



* En 2012, les recettes ont été reconnues conformes aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS).

Figure 4

Recettes de l'UNICEF, 2003–2012*



* Limites de comparabilité : le passage des normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) ne permet pas de comparaison significative entre les chiffres de 2012 et ceux des années précédentes, car les données des tendances passées n'ont pas pu être recalculées.

Tableau 2

Contributions thématiques, 2010–2012*

(en millions de dollars des États-Unis)

	2010	2011	2012*
Survie et développement du jeune enfant	32,6	28,4	40,5
Éducation de base et égalité des sexes	132,3	127,9	122,1
Protection de l'enfant	53,1	18,8	17,9
Le VIH/SIDA et les enfants	10,3	7,3	11,4
Promotion des politiques et partenariats en faveur des droits des enfants	12,8	4,1	6,3
Aide humanitaire	332,4	186,7	88,6

* Limites de comparabilité : le passage des normes comptables du système des Nations Unies (normes UNSAS) aux normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) ne permet pas de comparaison significative entre les chiffres de 2012 et ceux des années précédentes, car les données des tendances passées n'ont pas pu être recalculées.

Tableau 3

Les 20 principaux donateurs gouvernementaux et intergouvernementaux en 2012

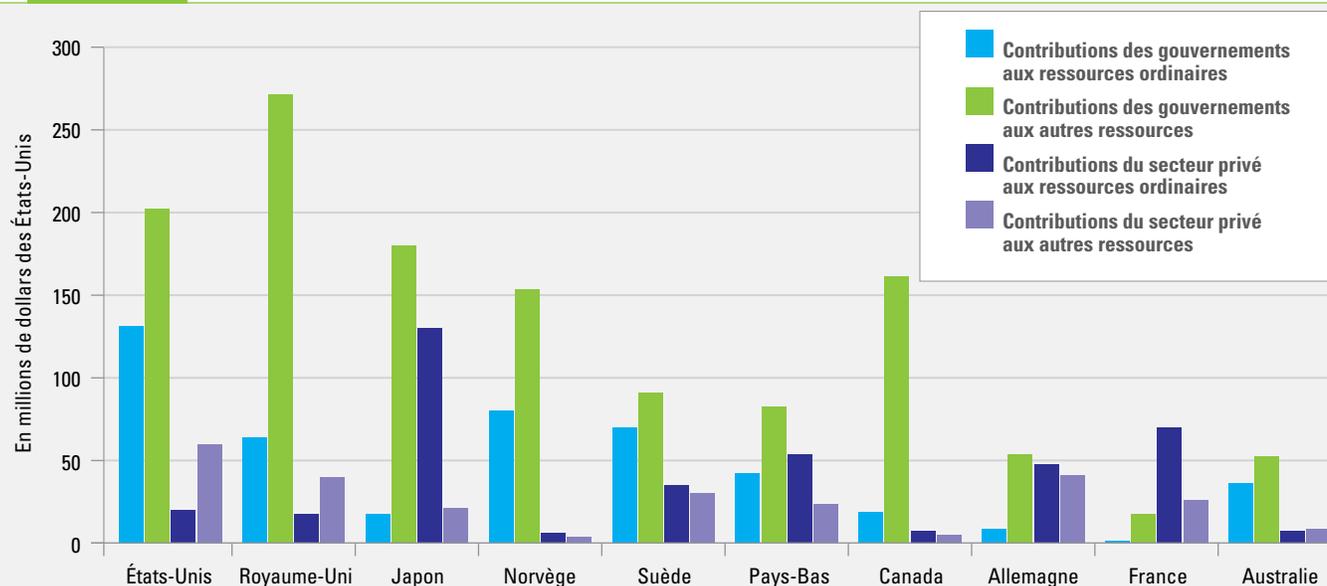
(en milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total*
		ordinaires	opérations d'urgence	
Royaume-Uni	63 492	213 792	57 219	334 503
États-Unis	131 755	115 990	86 353	334 097
Norvège	80 546	141 049	12 689	234 283
Commission européenne	–	137 869	89 978	227 847
Japon	17 300	59 117	120 995	197 412
Canada	18 000	113 957	47 559	179 516
Suède	69 974	59 040	32 317	161 332
Pays-Bas	42 289	73 603	8 571	124 463
Australie	35 595	33 715	18 708	88 018
Allemagne	8 077	12 529	39 997	60 603
Danemark	29 055	10 409	14 449	53 913
Finlande	21 144	11 000	9 314	41 458
Belgique	24 748	6 152	8 129	39 028
Suisse	21 598	8 958	1 959	32 515
Irlande	10 992	13 960	1 329	26 282
France	1 328	16 501	1 369	19 198
Arabie saoudite	1 000	7 600	5 361	13 961
Espagne	3 808	219	8 009	12 036
Italie	–	5 906	5 954	11 860
Luxembourg	3 519	3 971	639	8 129

*Les totaux peuvent être légèrement différents car les chiffres ont été arrondis.

Tableau 4
Les 20 principaux comités nationaux donateurs en 2012
 (en milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires	Autres ressources		Total
		ordinaires	opérations d'urgence	
Japon	129 924	14 722	6 335	150 981
France	69 393	16 127	9 943	95 463
Allemagne	47 422	31 690	9 780	88 892
États-Unis	19 900	51 051	9 071	80 022
Pays-Bas	53 482	16 095	7 339	76 916
Suède	34 806	28 978	1 105	64 889
République de Corée	43 067	19 967	1 234	64 268
Royaume-Uni	17 830	30 892	9 187	57 909
Italie	27 452	19 870	3 760	51 082
Espagne	30 601	11 346	6 338	48 285
Suisse	5 832	11 613	1 302	18 747
Finlande	13 291	4 613	516	18 420
Danemark	9 269	7 065	1 084	17 418
Australie	6 835	5 482	3 602	15 919
Belgique	8 019	5 128	1 956	15 103
Hong Kong, Chine	7 114	5 948	221	13 283
Canada	7 167	2 950	2 396	12 513
Norvège	6 007	3 512	238	9 757
Autriche	4 691	1 081	609	6 381
Portugal	3 204	1 273	331	4 808

Figure 5
Les 10 principaux pays par donateur et par type de financement en 2012*


* Comprend les contributions des gouvernements et des comités nationaux pour l'UNICEF ; ne comprend ni les contributions des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ni celles versées au titre d'accords interinstitutions et de fonds communs.

ALLIANCES MONDIALES

Change for Good®
(AerLingus (Irlande), Alitalia (Italie), All Nippon Airways (Japon), American Airlines (États-Unis), Asiana Airlines (République de Corée), Cathay Pacific (Hong Kong, Chine), easyJet (Royaume-Uni), Finnair (Finlande), Japan Airlines (Japon), LAN (Pérou), Qantas (Australie))
Check Out for Children® (Starwood Hotels & Resorts)
Futbol Club Barcelona
Gucci
H & M Hennes & Mauritz AB
IKEA Foundation
ING
International Zinc Association
Kiwans International
MAC AIDS Fund
Nokia Corporation
Procter & Gamble (Pampers, Wella, Boss Orange)
Unilever Foundation
UNIQLO

ALLIANCES NATIONALES ET MULTINATIONALES**Afrique du Sud**

Discovery Fund
The ELMA Foundation

Angola

BP Foundation
Chevron
Total

Argentine

ACE Seguros S.A.
BANELCO
Carrefour
Farmacity
OCA

Comité allemand pour l'UNICEF

AUDI AG
Commerzbank AG
DEKRA SE
Deutsche Bank Foundation
Harold A. und Ingeborg L. Hartog Foundation
HUGO BOSS AG
PAYBACK GmbH
United Internet for UNICEF Foundation

Comité australien pour l'UNICEF

Commonwealth Bank of Australia

Football Aid
Minerals and Metals Group
3P Learning

Comité belge pour l'UNICEF

buy aid N.V.
EskoArtwork
GlaxoSmithKline Biologicals
Hallmark Cards Belgium NV
Umicore

Brésil

Alpargatas SA
Centrais Elétricas do Pará S.A. (Celpa)
Companhia de Energia Elétrica do Estado do Tocantins (Celtins)
Companhia Energética do Ceará (Coelce)
Fundação Itaú Social
Fundação Telefônica Vivo
Petróleo Brasileiro S.A. (Petrobras)
Rio Grande Energia (RGE)
Sanofi-Aventis Farmacêutica Ltda.

Bulgarie

Happy Bar & Grill
Piraeus Bank Bulgaria AD

Comité canadien pour l'UNICEF

Hallmark Canada
International Artcrafts Co. Ltd.
Pier 1 Imports
Sherritt International Corporation
Teck Resources Limited

Chine

Baidu Online Network Technology Co., Ltd. (Pékin)
Hewlett-Packard Global Social Innovation
Porsche (Chine) Motors Ltd.

Colombie

Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, S.A.
Ecopetrol S.A.
Fundación John Ramírez Moreno
Fundación Leo Messi

Comité coréen pour l'UNICEF

Able C&C Co., Ltd.
Domino's Pizza
Meritz Fire & Marine Insurance Co., Ltd.
Samsung Engineering Co., Ltd.

Croatie

Hrvatski Telekom d.d.

Comité danois pour l'UNICEF

Obel Family Foundation

The VILLUM FOUNDATION

Égypte

Etisalat Misr
The Coca-Cola Africa Foundation

Émirats arabes unis

UAE Exchange Centre LLC

Équateur

Diners Club

Comité espagnol pour l'UNICEF

Arbora & Ausonia
Banco Español de Crédito S.A. (BANESTO)
Bankia, S.A.
Grupo Jané
La Caixa
Meliá Hotels International

Fonds des États-Unis pour l'UNICEF

Adobe Systems Incorporated
American Airlines
Apple Records Inc.
Becton Dickinson and Company
Caterpillar Foundation
Crocs, Inc.
Dell Inc.
GE Foundation
Google Inc.
IKEA (États-Unis)
Jefferies & Company, Inc.
Johnson & Johnson
L'Oréal USA – Giorgio Armani Fragrances
Merck
Microsoft Corporation
Pier 1 Imports, Inc.
Pfizer Inc.
The NASDAQ OMX Group, Inc.
The UPS Foundation
The Walt Disney Company
Turner Broadcasting System, Inc.

Comité finlandais pour l'UNICEF

Eva Ahlström Foundation

Comité français pour l'UNICEF

CARREFOUR
HYPERMARCHÉS
Clairefontaine Rhodia
DOMOTI
Groupe SEB
Meubles IKEA France
Rythm
Sanofi
La Société des Eaux de Volvic
Vertbaudet

Comité national hellénique pour l'UNICEF

Diners Club of Greece S.A.

Comité de Hong Kong pour l'UNICEF

The Children's Education and Social Welfare Trust Fund of Intercoop Limited Trustees Incorporated

Comité national islandais pour l'UNICEF

Aurora Foundation

Inde

Exide Industries Limited
Johnson & Johnson Limited
Rio Tinto
Woodland Worldwide

Indonésie

PT Bank Central Asia Tbk.
PT Indomarco Prismatama

UNICEF Irlande

The Cathal Ryan Trust

Comité italien pour l'UNICEF

Agos
Autostrade
Foxy
UniCredit Foundation

Comité japonais pour l'UNICEF

AEON
AEON MALL Co., Ltd
AMUSE INC.
The Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ, Ltd.
B-R 31 ICE CREAM CO., LTD.
Chiba Co-Operative Society
Circle K Sunkus Co., Ltd.
Consumers' Co-Operative Kobe
Consumers Co-Operative Sapporo
CO-OP NET BUSINESS ASSOCIATION
Fuji Television Network, Inc. (FNS Charity Campaign)
Honda Motor Co., Ltd.
Japanese Consumers' Co-operative Union
JAPAN POST BANK Co., Ltd.
Kanagawa Consumers' Co-Operative Society
Kansai Telecasting Corporation (FNS Charity Campaign)
KYOKUTO ASSOCIATES Co., Ltd.
LION Corporation
MASTER CUTLERY CORPORATION
MITSUBOSHI BELTING LTD.

Tableau 5
(suite)

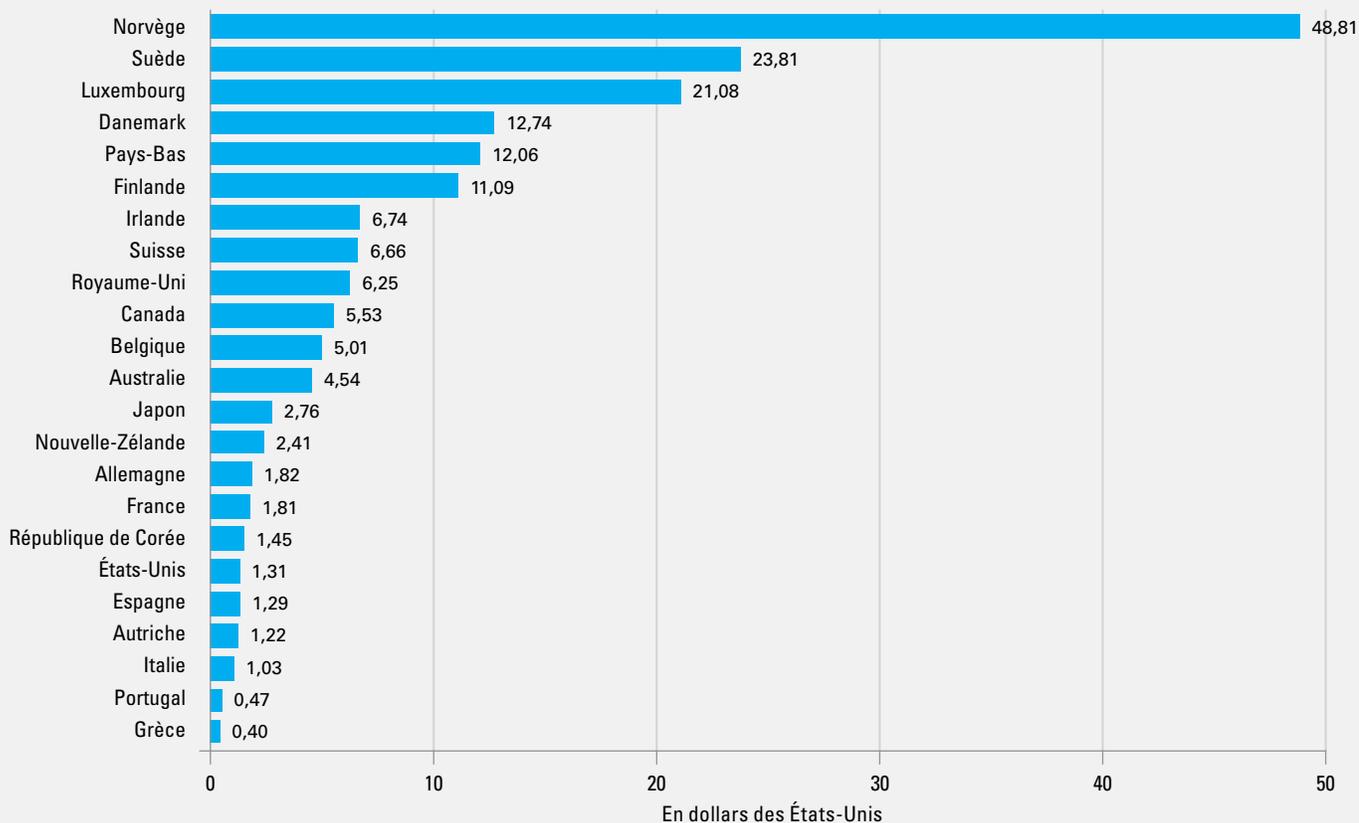
Contributions des alliances avec des entreprises et des fondations égales ou supérieures à 100 000 dollars en 2012

MPS17 Nichi-Iko Pharmaceutical Co., Ltd. NIPPONKOA Insurance Company, Limited Plenus Co., Ltd. RINGBELL co., Ltd. SAGANO REAL ESTATE CO., LTD. SARAYA CO., LTD. Sony Corporation Sugarlady Inc. Sumitomo Mitsui Card Co., Ltd. UC Card Co., Ltd. Volvic	Fundación Leo Messi Fundación PepsiCo México, A.C. Laboratorios Liomont S.A. de C.V. Comité norvégien pour l'UNICEF Cubus AS IKEA (Norvège) Kaizers Orchestra KIWI Norge AS MedHum NHH Students Association Nordic Choice Hotels AS Norwegian Air Shuttle ASA Rieber & Søn ASA Statoil ASA Telenor Group Comité néerlandais pour l'UNICEF Nationale Postcode Loterij	Schiphol Group UNIQUE Nederland B.V. Wavin Group Pérou Profuturo AFP Philippines SM Prime Holdings, Inc. Comité national polonais pour l'UNICEF ITAKA Comité du Royaume-Uni pour l'UNICEF Barclays Bank PLC CBRE Limited Clarks Freshfields Bruckhaus Deringer FTSE International Limited ITPTrust The Kantar Group Limited	Manchester United Limited Marks & Spencer plc R Twinings and Company Limited State Street Corporation The Co-operative Group Ltd. The Independent Visa Europe Comité suédois pour l'UNICEF Gina Tricot M-magasin Svenska PostkodLotteriet Tieto Sweden AB Comité suisse pour l'UNICEF MSC Crociere S.A. Roche Employee Action and Charity Trust Thaïlande Sansiri Public Company Limited
--	--	---	---

Figure 6

Contributions à l'UNICEF par habitant en 2012*

Pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)



* Comprend les contributions des gouvernements et des comités nationaux pour l'UNICEF

Tableau 6

Financement des ressources ordinaires des programmes de pays

Les programmes de coopération de l'UNICEF avec les pays sont approuvés par le Conseil d'administration pour des périodes pluriannuelles et sont financés par les ressources ordinaires à hauteur des montants indiqués ci-dessous. L'UNICEF élargit ces programmes notamment pendant les crises humanitaires en utilisant des fonds assortis de restrictions appelés « autres ressources » (tous les montants sont exprimés en dollars des États-Unis).

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique de l'Est et australe

Afrique du Sud	
2007–2012	5 923 452
Angola	
2009–2013	37 419 485
Botswana	
2010–2014	3 750 000
Burundi	
2010–2014	49 425 970
Comores	
2008–2014	3 743 000
Érythrée	
2007–2012	11 781 634
Éthiopie	
2012–2015	160 212 000
Kenya	
2009–2013	55 775 400
Lesotho	
2008–2012	5 170 000
Madagascar	
2008–2013	57 057 246
Malawi	
2012–2016	46 950 000
Mozambique	
2012–2015	64 036 000
Namibie	
2006–2013	4 835 000
Ouganda	
2010–2014	106 440 000
République-Unie de Tanzanie	
2011–2015	74 692 000
Rwanda	
2008–2013	54 842 000
Somalie	
2011–2015	42 325 000
Soudan du Sud	
2012–2013	10 536 000
Swaziland	
2011–2015	3 755 000
Zambie	
2011–2015	42 795 000
Zimbabwe	
2012–2015	19 004 000
Afrique de l'Ouest et centrale	
Bénin	
2009–2013	25 674 377

Burkina Faso

2011–2015	75 745 000
Cameroun	
2008–2012	30 264 000
Cap-Vert	
2012–2016	3 750 000
Congo	
2009–2013	6 169 795
Côte d'Ivoire	
2009–2013	41 219 066
Gabon	
2012–2016	3 750 000
Gambie	
2012–2016	5 355 000
Ghana	
2012–2016	43 055 000
Guinée	
2007–2012	33 054 936
Guinée-Bissau	
2008–2013	12 548 000
Guinée équatoriale	
2008–2012	3 680 000
Libéria	
2008–2012	24 815 000
Mali	
2008–2013	76 401 999
Mauritanie	
2012–2016	9 020 000
Niger	
2009–2013	93 858 580
Nigéria	
2009–2013	249 562 159
République centrafricaine	
2012–2016	19 315 000
République démocratique du Congo	
2008–2012	273 587 687
Sao Tomé-et-Principe	
2012–2016	3 750 000
Sénégal	
2012–2016	26 730 000
Sierra Leone	
2008–2012	42 322 000
Tchad	
2012–2016	56 585 000
Togo	
2008–2013	20 328 056

ASIE

Asie de l'Est et Pacifique

Cambodge	
2011–2015	32 530 000
Chine	
2011–2015	50 615 000
Îles du Pacifique ¹	
2008–2012	27 500 000
Indonésie	
2011–2015	27 700 000
Malaisie	
2011–2015	3 750 000
Mongolie	
2012–2016	3 750 000
Myanmar	
2011–2015	83 585 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	
2012–2015	5 772 000
Philippines	
2012–2016	15 495 000
République démocratique populaire lao	
2012–2015	7 860 000
République populaire démocratique de Corée	
2011–2015	9 305 000
Thaïlande	
2012–2016	4 165 000
Timor-Leste	
2009–2013	5 346 828
Viet Nam	
2012–2016	18 050 000
Asie du Sud	
Afghanistan	
2010–2013	157 668 000
Bangladesh	
2012–2016	112 410 000
Bhoutan	
2008–2013	5 632 917
Inde	
2008–2012	206 092 000
Maldives	
2011–2015	3 750 000
Népal	
2008–2012	33 878 000
Pakistan	
2009–2012	65 329 000
Sri Lanka	
2008–2012	4 000 000

Tableau 6
(suite)

Financement des ressources ordinaires des programmes de pays

ECO/CEI		Amérique latine et Caraïbes			
Albanie		Argentine		Paraguay	
2012–2016	3 750 000	2010–2014	3 750 000	2007–2013	5 167 441
Arménie		Belize		Pérou	
2010–2015	4 500 000	2007–2012	3 987 182	2012–2016	3 750 000
Azerbaïdjan		Bolivie (État plurinational de)		République dominicaine	
2011–2015	4 585 000	2008–2012	6 637 000	2012–2016	3 750 000
Bélarus		Brésil		Uruguay	
2011–2015	3 750 000	2012–2016	3 750 000	2011–2015	3 750 000
Bosnie-Herzégovine		Chili		Venezuela (République bolivarienne du)	
2010–2014	3 750 000	2012–2016	3 750 000	2009–2013	3 748 491
Bulgarie		Colombie		Moyen-Orient et Afrique du Nord	
2010–2012	2 250 000	2008–2014	4 450 000	Algérie	
ex-République yougoslave de Macédoine		Costa Rica		2012–2014	2 772 000
2010–2015	4 500 000	2008–2012	3 600 000	Djibouti	
Géorgie		Cuba		2008–2012	3 950 000
2011–2015	3 750 000	2008–2013	4 318 352	Égypte	
Kazakhstan		El Salvador		2007–2013	17 731 000
2010–2015	5 322 000	2012–2015	3 000 000	État de Palestine ⁴	
Kirghizistan		Équateur		2011–2013	12 091 098
2012–2016	4 600 000	Guatemala		Iran (République islamique d')	
Monténégro		2010–2014	4 230 000	2012–2016	7 210 000
2012–2016	3 750 000	Guyane et Suriname		Iraq	
Ouzbékistan		2012–2016	7 500 000	2011–2014	7 936 000
2010–2015	19 734 000	Haïti		Jordanie	
République de Moldova		2009–2012	11 771 973	2008–2012	3 634 000
2007–2012	5 364 715	Honduras		Liban	
Roumanie		2012–2016	3 750 000	2010–2014	3 750 000
2010–2012	2 250 000	Îles des Caraïbes orientales ³		Maroc	
Serbie ²		2012–2016	16 000 000	2012–2016	6 045 000
2011–2015	2 500 000	Jamaïque		République arabe syrienne	
Tadjikistan		2012–2016	3 750 000	2007–2013	4 862 881
2010–2015	12 012 000	Mexique		Soudan	
Turkménistan		2008–2013	4 350 000	2009–2012	28 585 827
2010–2015	5 058 000	Nicaragua		Tunisie	
Turquie		2008–2012	4 160 000	2007–2013	4 214 889
2011–2015	4 180 000	Panama		Yémen	
Ukraine		2012–2015	3 000 000	2012–2015	28 612 000
2012–2016	4 075 000				

L'UNICEF a coopéré avec 155 pays, régions et territoires en 2012 : 45 en Afrique subsaharienne (ESARO et WCARO) ; 35 en Amérique latine et dans les Caraïbes (TACRO) ; 35 en Asie (EAPRO et ROSA) ; 19 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENARO) ; et 21 en Europe centrale et orientale et dans la Communauté d'États indépendants (ECO/CEI). Le total comprend les pays qui reçoivent des ressources ordinaires, ainsi que d'autres ressources.

¹ Comprend : États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Samoa, Tokelaou, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

² La Serbie comprend le Kosovo, actuellement sous administration des Nations Unies.

³ Comprend : Antigua-et-Barbuda, Barbade, Dominique, Grenade, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago.

⁴ L'UNICEF fournit une assistance aux enfants et femmes palestiniens pendant la période 2011-2013 dans l'État de Palestine (6 390 462 dollars), au Liban (2 700 000 dollars), en Jordanie (1 500 000 dollars) et en République arabe syrienne (1 500 636 dollars). Par sa résolution A/RES/67/19 du 29 novembre 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a accordé à la Palestine le statut d'État observateur non membre.

Tableau 7

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2012¹

(en dollars des États-Unis)

Donateurs	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES ²				Total	
	Secteur public		Secteur privé ³		Autres recettes	Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions		Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux		Autres contributions
Afghanistan	1 000								1 000	
Afrique du Sud	30 144			5 592				1 858 159	1 893 895	
Allemagne	8 076 870		47 422 248		52 526 073		41 470 013		149 495 203	
Andorre	98 685		285 122		150 982		328 608		863 398	
Angola								1 647 000	1 647 000	
Arabie saoudite	1 000 000				12 960 976			53 334	14 014 310	
Argentine	25 000			6 562 308				11 526 343	18 113 651	
Arménie	6 000							7 572	13 572	
Australie	35 594 944		6 835 048		52 422 589		9 084 018		103 936 599	
Autriche	1 460 822		4 691 475		2 380 107		1 690 714		10 223 118	
Azerbaïdjan								31 826	31 826	
Bangladesh	34 500								34 500	
Barbade	4 000							15 950	19 950	
Belgique	24 747 565		8 018 537		14 280 160		7 083 807		54 130 069	
Belize					125 010				125 010	
Bolivie					190 581				190 581	
Bosnie-Herzégovine								43 414	43 414	
Brésil				51 710	4 645 044			8 686 831	13 383 585	
Bulgarie	10 000			19 526				652 067	681 594	
Cambodge					60 000				60 000	
Cameroun	40 400								40 400	
Canada	18 000 000		7 166 999		161 516 475		5 346 471		192 029 946	
Chili	77 000			73 632				1 319 857	1 470 489	
Chine	1 300 000			11 068				6 135 087	7 446 155	
Chypre				812 700	25 989				838 688	
Colombie				45 172				4 470 191	4 515 363	
Comores					378 807				378 807	
Costa Rica	11 426							10 883	22 309	
Croatie				527 791				1 687 685	2 215 477	
Cuba	10 000								10 000	
Danemark	29 054 750		9 268 513		24 857 765		8 148 830		71 329 857	
Djibouti								50 547	50 547	
Égypte					202 549			410 680	613 229	
Émirats arabes unis	100 000			3 911	4 994 974			1 674 696	6 773 581	
Équateur	5 000			39 601				1 728 445	1 773 046	
Espagne	3 808 218		30 601 465		8 227 802		17 684 774		60 322 259	
Estonie	61 392		90 200		581 362				732 954	
États-Unis	131 755 000		19 899 939		202 342 444		60 122 689		414 120 071	
Fédération de Russie	1 000 000				1 500 000			215 701	2 715 701	
Finlande	21 144 260		13 291 035		20 313 272		5 129 734		59 878 301	
France	1 328 020		69 393 474		17 869 512		26 069 871		114 660 876	
Gabon					101 000			257 722	358 722	
Ghana								9 343	9 343	
Gibraltar				1 034					1 034	
Grèce			3 776 468		64 935		669 288		4 510 692	
Guyane	10 098							1 442	11 540	
Honduras	29 998								29 998	
Hong Kong, Chine	16 503		7 114 188				6 168 804		13 299 495	
Hongrie	112 043		59 706		99 648		300 750		572 147	
Inde	772 540			526 823	812 580			4 222 709	6 334 652	
Indonésie	210 000			321 411				5 592 022	6 123 433	
Iran (République islamique d')								9 518	9 518	
Irlande	10 991 936		1 970 008		15 289 612		2 761 950		31 013 506	
Islande	487 492		2 170 690				593 601		3 251 783	
Israël	110 000		29 480				357 202		496 682	
Italie			27 452 050		11 860 047		23 630 168		62 942 265	

Tableau 7
(suite)

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2012¹
(en dollars des États-Unis)

Donateurs	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES ²				Total	
	Secteur public		Secteur privé ³		Autres recettes	Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions		Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux		Autres contributions
Jamaïque								1 689	1 689	
Japon	17 300 374		129 923 654			180 111 572		21 056 953	348 392 552	
Kazakhstan	100 000							556 428	656 428	
Kenya						107 100		386	107 486	
Kosovo								6 596	6 596	
Koweït	200 000					250 000			450 000	
Libye						1 028 152			1 028 152	
Liechtenstein	55 127					156 740			211 867	
Lituanie			38 756					47 646	86 402	
Luxembourg	3 519 253		1 396 155			4 610 162		1 013 759	10 539 330	
Madagascar						30 524		229 725	260 249	
Malaisie	284 000			4 096 284		100 000		4 120 746	8 601 030	
Maroc	76 205					152 581			228 786	
Maurice								450	450	
Mexique	214 000			30 086				3 940 459	4 184 545	
Monaco	10 502					193 374			203 876	
Mongolie	11 000					23 390			34 390	
Mozambique	2 000								2 000	
Myanmar	1 841								1 841	
Nicaragua	1 000								1 000	
Nigéria	127 000							40 077	167 077	
Norvège	80 545 500		6 007 319			153 737 895	3 749 731		244 040 445	
Nouvelle-Zélande	4 535 160		2 823 029			1 919 926	1 549 775		10 827 891	
Oman						998 211			998 211	
Pakistan	65 066								65 066	
Panama						300 000			300 000	
Paraguay								13 057	13 057	
Pays-Bas	42 288 520		53 481 916			82 174 821	23 434 357		201 379 614	
Pérou				38 421				845 756	884 177	
Philippines	62 603			414 615				3 903 794	4 381 012	
Pologne	105 452		67 354			405 850	1 683 495		2 262 150	
Portugal	200 000		3 204 129				1 603 317		5 007 445	
Qatar	100 000								100 000	
République centrafricaine						235 220			235 220	
République de Corée	3 200 000		43 066 582			3 242 415	21 201 815		70 710 812	
République de Moldova	2 000								2 000	
République démocratique du Congo						2 345 973			2 345 973	
République dominicaine								112 448	112 448	
République tchèque			2 237 352			130 073	910 131		3 277 556	
Roumanie								577 462	577 462	
Royaume-Uni	63 492 400		17 829 794			271 010 369	40 078 837		392 411 400	
Saint-Marin							7 922		7 922	
Sénégal						25 584			25 584	
Serbie				256 367				163 174	419 542	
Singapour	50 000								50 000	
Slovaquie	12 497						269 032		281 529	
Slovénie			1 297 763				227 173		1 524 936	
Sri Lanka	15 500							3 558	19 058	
Suède	69 974 400		34 805 625			91 357 421	30 082 935		226 220 381	
Suisse	21 598 200		5 831 830			10 916 912	12 915 086		51 262 028	
Thaïlande	247 172			2 847 230				10 948 944	14 043 345	
Tunisie	28 572			12 156					40 728	
Turkménistan	3 000								3 000	
Turquie	150 000		803 799				2 368 844		3 322 642	
Ukraine								23 448	23 448	

Tableau 7
(suite)

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2012¹
(en dollars des États-Unis)

Donateurs	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES ²				Total	
	Secteur public		Secteur privé ³		Autres recettes	Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions		Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux		Autres contributions
Uruguay	21 400			201 080				1 635 721	1 858 201	
Venezuela (République bolivarienne du)				2 300 434				524 842	2 825 275	
Viet Nam	13 700							12 760	26 460	
Zambie								350 000	350 000	
<i>Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes</i>	557 650		300 134		-1 227 793		-313 603	-471 691	-1 155 303	
Sous-total	600 801 980		562 651 835	19 562 009	1 434 664 093		378 560 896	79 858 854	3 076 099 668	
Organisations intergouvernementales										
Banque africaine de développement					1 750 000				1 750 000	
Banque asiatique de développement					270 000				270 000	
Banque interaméricaine de développement					275 000				275 000	
Commission de l'Union africaine					3 241 474				3 241 474	
Commission européenne					227 846 603				227 846 603	
Fonds de l'OPEP					1 380 978				1 380 978	
Secrétariat de la Communauté du Pacifique					324 137				324 137	
UNITAID					786 000				786 000	
<i>Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes</i>					-83 724				-83 724	
Sous-total					235 790 468				235 790 468	
Accords interinstitutions										
Banque mondiale						27 312 055			27 312 055	
Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH)						130 597 715			130 597 715	
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)						1 210 565			1 210 565	
Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (DSS)						10 000			10 000	
Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (DOMP)						596 953			596 953	
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)						297 500			297 500	
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS)						3 254 485			3 254 485	
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)						12 890 388			12 890 388	
Groupe des Nations Unies pour le développement (UNDG)						542 194			542 194	
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)						10 000			10 000	
Office des Nations Unies à Genève						4 081 297			4 081 297	
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)						194 032			194 032	
Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)						10 000			10 000	
Organisation internationale pour les migrations (OIM)						639 126			639 126	

Tableau 7
(suite)

Total des recettes de l'UNICEF par source de financement en 2012¹
(en dollars des États-Unis)

	RESSOURCES ORDINAIRES				AUTRES RESSOURCES ²				Total	
	Secteur public		Secteur privé ³		Autres recettes	Secteur public		Secteur privé		
	Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux	Autres contributions		Gouvernements	Accords interinstitutions	Comités nationaux		Autres contributions
Donateurs										
Organisation mondiale de la Santé (OMS)						9 226 314			9 226 314	
Organisation panaméricaine de la santé (OPS)						885 695			885 695	
Programme alimentaire mondial (PAM)						94 250			94 250	
Programme commun des Nations Unies						22 725 775			22 725 775	
Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)						21 640 588			21 640 588	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)						87 776			87 776	
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)						115 168 534			115 168 534	
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies						200 000			200 000	
Service de la lutte antimines des Nations Unies (SLAM)						825 116			825 116	
<i>Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes</i>						-2 950 771			-2 950 771	
Sous-total						349 549 590			349 549 590	
Organisations non gouvernementales										
AIM – Association Intercoopération Madagascar								768 022	768 022	
Alliance globale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN)								1 641 036	1 641 036	
Association féminine de l'ONU								28 550	28 550	
Centre de recherches pour le développement international								132 222	132 222	
Danish Red Cross								13 500	13 500	
Fondation Alexander Bodini								60 000	60 000	
Fondation Bill et Melinda Gates								84 627 476	84 627 476	
Fondation pour les Nations Unies, Inc.								21 095 569	21 095 569	
Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (Le Fonds mondial)								38 315 224	38 315 224	
GAVI Alliance								25 407 400	25 407 400	
L'Initiative pour les micronutriments								15 006 099	15 006 099	
Malaria No More (MNM)								150 000	150 000	
PACT, Inc.								1 571 008	1 571 008	
Rotary International								30 377 908	30 377 908	
Tetsuko Kuroyanagi, Japon				499 600				749 400	1 249 000	
University of Notre Dame								300 000	300 000	
Vision du Monde								66 644	66 644	
Divers				6 394					6 394	
<i>Ajustement des recettes par rapport aux années précédentes</i>								-568 635	-568 635	
Sous-total				505 994				219 741 423	220 247 418	
Autres recettes⁴					76 365 999				76 365 999	
TOTAL DES RECETTES	600 801 980		562 651 835	20 068 004	76 365 999	1 670 454 561	349 549 589	378 560 896	299 600 277	3 958 053 141

Remarques :

¹ Chiffres provisoires non vérifiés.

² Y compris les autres ressources « ordinaires » et les autres ressources « opérations d'urgence ».

³ Comprend les recettes issues de la vente de cartes et d'autres produits de l'UNICEF, ainsi que la collecte de fonds privés par les bureaux de pays.

⁴ Comprend les produits d'intérêt, les gains et les pertes de change et d'autres recettes.

CRÉDITS PHOTOS ET LÉGENDES

Première de couverture

© UNICEF/NYHQ/2011-1588/Bell

À Almaty, au Kazakhstan, des élèves de maternelle suivent attentivement une discussion sur les situations d'urgence. Leur école a été l'une des premières du pays à mettre en œuvre un programme de réduction des risques de catastrophe soutenu par l'UNICEF.

Avant-propos

© UNICEF/NYHQ2012-0013/Mawa

À Dacca, Anthony Lake, Directeur général de l'UNICEF (au centre), est assis au milieu d'un large groupe d'enfants dans un centre d'accueil pour jeunes filles vulnérables. Au cours de cette visite, M. Lake a attiré l'attention sur les difficultés rencontrées par les enfants au Bangladesh et sur la nécessité d'une programmation axée sur l'équité.

Page iv

© UNICEF/NYHQ2012-0197/Pirozzi

Des enfants réfugiés syriens suivent un cours d'art plastique dans un établissement de Ramtha, en Jordanie, géré par le Gouvernement et soutenu par l'UNICEF. En 2012, l'UNICEF a fourni aux enfants réfugiés syriens des vaccins, des espaces adaptés, un soutien psychosocial et une éducation continue.

Page 2

© UNICEF/NYHQ2012-0243/Asselin

Au Burkina Faso, un bébé de sept mois souffrant de sous-nutrition reçoit des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Le Burkina Faso fait partie des neuf pays du Sahel qui ont connu une crise alimentaire et nutritionnelle majeure en 2012.

Page 3

© UNICEF/BANA2012-01971/Kiron

À Dacca, au Bangladesh, une tige de bambou relie deux bidonvilles de chaque côté d'un canal. Ces deux zones offrent des conditions de vie bien différentes : la première abrite des migrants et des propriétaires déplacés, la seconde des ouvriers du textile et leurs familles relativement mieux lotis.

Page 10

© UNICEF/INDA2012-00361/Vishwanathan

Un enfant de deux jours dort dans la maternité d'un hôpital d'Udaipur, en Inde, sous le regard attendri de sa mère.

Page 14

© UNICEF/NYHQ2012-0218/Romenzi

Des enfants s'abritent sur le seuil d'une maison, au milieu des tirs et des bombardements, dans une ville touchée par le conflit en République arabe syrienne.

Page 18

© UNICEF/NYHQ2012-1822/Bindra

Dans l'ouest du Mali, des femmes attendent que leurs enfants bénéficient d'un dépistage de la malnutrition et du paludisme. Dans le cadre d'une alliance soutenue par l'UNICEF visant à améliorer la santé des femmes et des enfants au Sahel, une ONG nationale propose un dépistage bimensuel dans le village.

Page 22

© UNICEF/NYHQ2012-0902/Dormino

À Port-au-Prince, en Haïti, des jeunes utilisent des téléphones portables équipés d'une plate-forme numérique de l'UNICEF pour identifier les zones où les adolescents ont le plus de risque de contracter le VIH.

Page 29

© UNICEF/UGDA2012-00147/Nakibuuka

Deux élèves de l'école Ntinda pour sourds à Kampala, en Ouganda, posent pour une photographie. En 2012, l'UNICEF a mis en œuvre des initiatives visant à promouvoir les droits des enfants handicapés dans 40 pays.

Page 30

© UNICEF/NYHQ2012-1742/Sokol

En Mongolie, une équipe rentre après avoir vacciné des enfants vivant dans une communauté d'éleveurs nomades contre la rougeole et la rubéole. À l'approche de l'hiver, ce trajet se fait en voiture, par bateau, à dos de rennes et à pied.

Trop d'enfants continuent à lutter et à s'accrocher aux barreaux les plus bas de l'échelle du développement... En 2012, nous avons entrepris d'atteindre un plus grand nombre d'entre eux en simplifiant nos opérations et en tirant parti de l'innovation afin d'obtenir des résultats plus performants et plus rentables.

Notre objectif est de répondre aux besoins de chaque enfant, partout dans le monde, quels que soient la distance et les obstacles qui se dressent devant nous.

– Anthony Lake
Directeur général

Publié par l'UNICEF
Division de la communication
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017, États-Unis

pubdoc@unicef.org
www.unicef.org

ISBN : 978-92-806-4694-8

© Fonds des Nations Unies
pour l'enfance (UNICEF)
Juin 2013



Pour accéder à la version en ligne, scannez ce code QR ou rendez-vous à l'adresse suivante :
<http://www.unicef.org/french/publications/>